

Rapport financier 1S 2012

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
ÉTABLI CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS
DE L'AR DU 14 NOVEMBRE 2007

DEXIA

SOMMAIRE

I. RAPPORT DE GESTION	3
I.1. PROFIL FINANCIER	3
I.2. REPORTING FINANCIER	4
I.3. GESTION DES RISQUES	13
I.4. SOLVABILITÉ	17
I.5. INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES	19
I.6. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	20
II. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS	21

RAPPORT DE GESTION

PROFIL FINANCIER

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ			
<i>en millions d'EUR</i>	1S 2011 ⁽¹⁾	1S 2012	Évolution 1S 2012/1S 2011
Revenus	-3 694	-720	-80.5 %
Coûts	-230	-311	+35.2 %
Résultat brut d'exploitation	-3 924	-1 031	-73.7 %
Coût du risque	-110	-35	-68.2 %
Autres dépréciations et provisions pour litiges juridiques	-151	-11	n.s.
Résultat avant impôts des activités poursuivies	-4 185	-1 077	-74.2 %
Charge d'impôts	-17	-8	n.s.
Résultat net des activités poursuivies	-4 168	-1 085	-74.0 %
Résultat net des activités abandonnées	241	-100	n.s.
Résultat net	-3 927	-1 185	-69.8 %
Participations ne donnant pas le contrôle	36	-19	n.s.
Résultat net part du groupe	-3 963	-1 166	-70.6 %
Résultat net part du groupe des activités poursuivies	-4 199	-1 062	-74.0 %
Rendement des fonds propres⁽²⁾	n.s.	n.s.	
Bénéfice par action (en EUR) ⁽³⁾	-2,03	-0,60	

(1) En ligne avec l'application d'IFRS 5, les informations relatives aux activités abandonnées pour la période comparative ont été publiées séparément.

(2) Le rapport entre le résultat net part du groupe et la moyenne pondérée des fonds propres de base.

(3) Le rapport entre le résultat net part du groupe et le nombre moyen pondéré d'actions. Les chiffres ont été retraités pour prendre en considération l'émission d'actions de bonus distribués aux actionnaires

PRINCIPAUX AGRÉGATS DE BILAN				
<i>en millions d'EUR</i>	30/06/11	31/12/11	30/06/12	Évolution 30/06/12 / 31/12/11
Total de l'actif	517 747	412 759	411 162	-0,4 %
<i>Dont</i>				
Prêts et créances sur la clientèle	316 432	173 550	156 536	-9,8 %
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat et investissements financiers	80 499	43 381	38 429	-11,4 %
Total des dettes	508 986	413 079	413 483	+0,1 %
<i>Dont</i>				
Dettes envers la clientèle	125 279	19 419	9 876	-49,1 %
Dettes représentées par un titre	185 638	105 288	104 021	-1,2 %
Fonds propres totaux	8 761	-320	-2 321	n.s.
Fonds propres de base ⁽¹⁾	15 250	7 589	6 948	-8,4 %
Fonds propres du groupe ⁽²⁾	6 945	-2 018	-2 818	-39,6 %
Actif net par action (en EUR)⁽³⁾				
Relatif aux fonds propres de base	7,83	3,89	3,57	-8,3 %
Relatif aux fonds propres du groupe	3,56	-1,04	-1,45	-40,0 %

(1) Hors réserves sur titres disponibles à la vente, juste valeur des instruments dérivés de couverture et écarts de conversion.

(2) Y compris réserves sur titres disponibles à la vente, juste valeur des instruments dérivés de couverture et écarts de conversion.

(3) Le rapport entre les fonds propres (après déduction du montant estimé des dividendes) et le nombre d'actions à la fin de la période (actions propres déduites).

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2012 ET POINT SUR L'AVANCEMENT DU PROCESSUS DE RÉOLUTION DU GROUPE

- Progrès majeurs dans la mise en œuvre du plan de résolution ordonnée de Dexia soumis à l'approbation de la Commission européenne
- Perte nette de EUR 1,2 milliard au 1^{er} semestre 2012 traduisant l'impact des cessions et la hausse du coût de financement du groupe
- Mise en place d'une nouvelle gouvernance

Au cours du premier semestre 2012, la mise en œuvre du plan de résolution ordonnée du groupe Dexia s'est poursuivie dans un environnement économique et financier demeurant marqué par de fortes tensions sur les dettes souveraines européennes, en particulier pour les pays d'Europe du sud, et une conjoncture économique globalement très dégradée.

Malgré ces circonstances exceptionnellement difficiles, Dexia a respecté les engagements de cession de ses principales franchises commerciales, validés en octobre 2011 par le conseil d'administration du groupe. Leur réalisation constitue une composante essentielle du plan de résolution ordonnée de Dexia soumis par les Etats belge, français et luxembourgeois à l'approbation de la Commission européenne. Les résultats du 1^{er} semestre 2012, approuvés par le conseil d'administration lors de sa réunion du 02 août 2012, portent la marque du plan de résolution et, dans l'attente d'une décision définitive de la Commission européenne sur la garantie des Etats, sont lourdement grevés par le coût de financement du groupe.

Pierre Mariani, administrateur-délégué de Dexia SA jusqu'au conseil d'administration du 2 août 2012, a déclaré : « *Les résultats du premier semestre 2012 sont notamment impactés par le coût des cessions engagées depuis l'automne 2011 et par le poids du coût de financement du groupe. Le travail de restructuration majeur qui a été accompli au cours des quatre dernières années n'aurait pas été possible sans la mobilisation exceptionnelle des collaborateurs, l'appui des Etats et la persévérance dont a fait preuve Jean-Luc Dehaene au service de l'intérêt général. Pour ma part, j'ai eu à cœur de me consacrer à la tâche qui nous a été*

confiée avec toute l'énergie et la volonté nécessaires. Avec mon successeur, nous nous sommes engagés dans un processus de transition harmonieux. C'est la raison pour laquelle, ainsi que me l'a demandé le conseil d'administration, j'assurerai la présidence des conseils d'administration de DenizBank et de Dexia Asset Management jusqu'à leur cession ».

Robert de Metz, président du conseil d'administration de Dexia SA, a déclaré : « *En tant que nouveau président du conseil d'administration, je tiens à souligner que Dexia a tout mis en œuvre pour réduire autant qu'il était possible le lourd héritage constitué jusqu'en 2008. Les cessions des principales entités opérationnelles du groupe décidées en octobre 2011 sont désormais très avancées ou réalisées, Dexia a tenu ses engagements. Il appartient maintenant aux autorités communautaires, avec lesquelles les Etats belge, français et luxembourgeois négocient, de se prononcer dans les meilleurs délais sur le plan de résolution ordonnée du groupe. J'œuvrerai pour que le tandem que je forme avec Karel De Boeck soit aussi engagé que celui constitué par Jean-Luc Dehaene et Pierre Mariani* ».

Karel de Boeck, administrateur-délégué de Dexia SA, a déclaré : « *Au moment où je prends mes fonctions d'administrateur délégué, je tiens à saluer le travail réalisé depuis 2008 par Pierre Mariani et ses équipes dans des conditions particulièrement difficiles. Je mesure l'ampleur de mes responsabilités et sais pouvoir compter sur des collaborateurs engagés. Dans son nouveau périmètre, Dexia continuera à réduire, avec la même détermination que par le passé, le poids qu'il représente pour les Etats, en gérant activement son bilan* ».

PRÉCISIONS RELATIVES À LA PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES 1S 2012 DU GROUPE DEXIA

Les comptes consolidés intermédiaires de Dexia SA au 30 juin 2012 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (going concern), ce qui repose sur un certain nombre d'hypothèses strictement identiques à celles retenues dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels 2011 et reposant notamment sur :

- l'approbation par la Commission européenne du plan de résolution ordonné du groupe Dexia comprenant notamment une garantie de liquidité octroyée par les États belge, français et luxembourgeois ;
- l'octroi par les États belge, français et luxembourgeois d'une garantie d'un montant de EUR 90 milliards; dont le principe a été annoncé en octobre 2011 et reflété dans les législations d'habilitation adoptées par les États belge, français et luxembourgeois. Par ailleurs, aux termes de l'article 15(f) de la Convention de garantie autonome conclue le 16 décembre 2011 entre les États belge, français et luxembourgeois, Dexia SA, Dexia Crédit Local et les États se sont engagés à négocier de bonne foi le renouvellement de la convention de garantie, qui pourrait prévoir une augmentation du plafond global de la garantie à EUR 90 milliards ;
- une rémunération de la garantie des États dont le montant sera soit suffisamment faible pour permettre à Dexia SA de générer un résultat positif, soit affecté à un renforcement des fonds propres de Dexia SA. La rémunération payée au titre de la garantie sera l'un des éléments significatifs de nature à influencer la profitabilité du groupe ; et
- le soutien d'acteurs clés extérieurs à Dexia au regard de la situation de liquidité du groupe. États garants et banques centrales en particulier jouent un rôle important dans la réalisation du plan d'affaires défini par le groupe, en lien étroit avec les régulateurs.

Si les hypothèses retenues pour l'arrêté des états financiers consolidés intermédiaires du premier semestre 2012 devaient s'avérer matériellement différentes, ceci pourrait avoir un impact significatif sur la situation financière et la poursuite des activités du groupe. Les hypothèses relatives à la continuité reposent également sur un certain nombre de facteurs exogènes qui ne sont pas du ressort de Dexia SA, et qui sont repris en "Faits marquants - Continuité de l'exploitation et plan d'affaires" en page 17 du rapport annuel 2011. Leur réalisation demeure donc incertaine et dépend, entre autres facteurs, de la décision de la Commission européenne.

En tout état de cause, il est hautement probable que toute éventuelle amélioration de la situation financière de Dexia SA bénéficiera en premier lieu et principalement aux États garants, afin de tenir compte du risque qu'ils portent.

1. ÉVÉNEMENTS ET TRANSACTIONS SIGNIFICATIFS

A. Point sur l'avancement du processus de résolution du groupe

a. Rappel sur le plan de résolution

L'aggravation de la crise des dettes souveraines au sein de la zone Euro a soumis le groupe Dexia, durant l'été 2011, à un regain de tension sur sa situation de liquidité et l'a conduit, en dépit des progrès déjà réalisés depuis fin 2008, à mettre en œuvre une série de mesures structurelles, visant à la résolution ordonnée du groupe et reposant principalement sur :

- la cession des franchises commerciales du groupe ainsi qu'un accord portant sur le refinancement du secteur public local en France: la réalisation de ce plan de cession est soumise, inter-alia, à l'approbation de la Commission européenne et conduira à la constitution d'une banque résiduelle dont l'extinction sera gérée à long terme ;
- une garantie de liquidité sur les financements de Dexia SA et de Dexia Crédit Local (voir précisions relatives à la présentation des comptes consolidés intermédiaires 1S 2012 du groupe Dexia).

b. Point d'avancement sur les cessions

Au cours du premier semestre 2012, Dexia a réalisé des progrès majeurs dans l'exécution du plan de cessions validé par le conseil d'administration en octobre 2011. Alors que la vente de Dexia Banque Belgique (actuellement Belfius Banque & Assurance) à l'État belge a été entièrement finalisée durant le 4^{ème} trimestre 2011, l'exécution des autres cessions envisagées s'est poursuivie en ligne avec la feuille de route établie pour 2012 :

- Le 3 avril 2012, Dexia a signé un accord de cession (SPA) portant sur sa participation à hauteur de 50% dans RBC-Dexia Investor Services à la Banque Royale du Canada⁽¹⁾ pour un prix de EUR 837,5 millions. Cette transaction a été finalisée le 27 juillet 2012⁽²⁾ ;

(1) Cf. communiqué de presse du 3 Avril 2012.

(2) Cf. communiqué de presse du 27 juillet 2012.

- Le 4 avril 2012, un accord de cession a été conclu selon lequel le groupe Dexia vendra à Precision Capital et au Grand Duché de Luxembourg sa participation à hauteur de 99,906% dans la Banque Internationale à Luxembourg (précédemment Dexia Banque Internationale à Luxembourg) pour un prix de EUR 730 millions⁽³⁾. En outre, Dexia s'est engagé à céder l'entité avec un ratio de fonds propres durs (Core Tier 1) de 9% calculé lors du closing selon les normes Bâle III. Cette transaction pour laquelle un accord de la Commission européenne a été reçu le 25 juillet 2012, devrait être finalisée durant le 3ème trimestre 2012 ;
- Le 8 juin 2012, Dexia a signé un accord de cession avec Sberbank⁽⁴⁾ portant sur la participation de Dexia de 99,85% dans DenizBank. Le prix de cession est fixé à TRY 6 469 million, représentant approximativement EUR 2 821 millions le jour de l'annonce de la transaction. La vente de DenizBank devrait être finalisée au cours du deuxième semestre 2012 ;
- Le 27 juin 2012 Dexia a annoncé que trois investisseurs internationaux avaient été présélectionnés et que le groupe entrait en négociation finale en vue de vendre Dexia Asset Management⁽⁵⁾ ;
- Enfin, suite à la signature par l'Etat français, la Caisse des dépôts et La Banque Postale d'un protocole d'intentions avec Dexia le 16 mars dernier, les discussions se poursuivent entre les parties pour mener à bien, dans les meilleures conditions, la mise en œuvre d'un nouveau dispositif pour le financement du secteur public local en France.

L'impact estimé de ces cessions est détaillé dans la section 2 « Résultats 1S 2012 ».

La finalisation de ces transactions initiées durant le premier semestre 2012 est sujette à l'approbation préalable des autorités de tutelle, des différentes instances représentatives et de la Commission européenne.

c. Processus de validation du plan de résolution ordonnée par la Commission européenne

En ligne avec l'engagement pris par les Etats belge, français et luxembourgeois dans le cadre de la mise en place de la nouvelle garantie de liquidité octroyée au groupe Dexia à l'automne 2011, un plan de résolution ordonnée du groupe a été notifié par ces derniers à la Commission européenne les 21 et 22 mars 2012.

Le 31 mai 2012, la Commission a temporairement approuvé la prolongation jusqu'au 30 septembre 2012 de la garantie de refinancement tripartite octroyée par les Etats à Dexia et Dexia Crédit Local et temporairement approuvée par la Commission en décembre 2011⁽⁶⁾. Elle a également annoncé qu'elle prolongeait son enquête approfondie afin d'examiner formellement le plan de résolution ordonnée du groupe qui lui a été soumis. Enfin, le 6 juin 2012, la Commission a temporairement autorisé l'augmentation de la garantie, son plafond étant porté de EUR 45 milliards à EUR 55 milliards⁽⁷⁾.

Les discussions sur le calibrage final de la garantie et ses modalités de rémunération se poursuivent entre les Etats et la Commission dans le cadre plus global de l'examen du plan de résolution ordonnée du groupe Dexia.

B. Autres évènements significatifs

a. Changement de gouvernance

Le conseil d'administration a pris acte de la démission de Monsieur Pierre Mariani en qualité d'administrateur délégué et président du comité de direction de Dexia SA. Il a nommé Karel De Boeck en qualité d'administrateur délégué et Robert de Metz, administrateur depuis 2009, en qualité de président du conseil d'administration.

Le conseil d'administration de Dexia a également décidé de coopter avec effet immédiat, sous réserve de l'agrément des autorités compétentes, Philippe Rucheton, Chief Financial Officer, en qualité d'administrateur exécutif en remplacement de Pierre Mariani.

Le comité de direction de Dexia SA est désormais composé de Karel de Boeck (président), Philippe Rucheton (Chief Financial Officer) et de Claude Piret (Chief Risk Officer).

b. Participation de Banco Sabadell dans Dexia Sabadell

Le 6 juillet 2012, en application d'une convention contractuelle datant de 2001, Banco Sabadell a informé Dexia de son intention d'exercer son option de vente de sa participation de 40% dans Dexia Sabadell à Dexia. A l'issue de ce processus, Dexia détiendrait 100% de Dexia Sabadell. Dexia a bien pris note de la décision de Banco Sabadell qui constitue le point de départ d'un processus réglé par le contrat en vigueur.

(3) Cf. communiqué de presse du 05 Avril 2012

(4) Cf. communiqué de presse du 8 Juin 2012

(5) Cf. communiqué de presse du 27 Juin 2012

(6) Cf. Communiqué de presse de la Commission Européenne IP/12/523 du 31 Mai 2012

(7) Cf Communiqué de presse de la Commission Européenne IP/12/578 du 6 Juin 2012

2. RÉSULTATS 1S 2012

A. Présentation des comptes consolidés intermédiaires du premier semestre 2012 du groupe Dexia

Les comptes consolidés intermédiaires de Dexia SA au 30 juin 2012 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (going concern), ce qui repose sur un certain nombre d'hypothèses qui sont détaillées dans la section « précisions relatives à la présentation des comptes consolidés intermédiaires 1S 2012 du groupe Dexia ».

Les mesures structurelles engagées par le groupe en octobre 2011 ont été reflétées, dès la clôture des comptes annuels 2011 du groupe, par l'application, à Dexia Banque Internationale à Luxembourg, Dexia Municipal Agency, Dexia Asset Management et RBC Dexia Investor Services de la norme IFRS 5 relative aux « actifs non courants et groupes destinés à être cédés ». La signature d'un accord de cession avec Sberbank le 8 juin 2012, portant sur la participation de Dexia de 99,85% dans DenizBank a également permis d'appliquer la norme IFRS 5 à cette entité pour la présentation des comptes au 30 juin 2012.

En application de cette norme, les résultats dégagés par l'ensemble des entités reclassées en IFRS 5 ont été enregistrés dans une ligne « résultat net des activités abandonnées ». De la même façon, les actifs et passifs de ces entités sont présentés séparément sur une ligne du bilan. La période comparative est retraitée au niveau du compte de résultats ; le bilan n'est pas retraité.

Pour mémoire, Dexia Banque Belgique a été déconsolidée en date du 1^{er} octobre 2011.

B. Résultats 1S 2012 du groupe Dexia

Au 30 juin 2012, le groupe Dexia dégage un **résultat net part du groupe** de EUR -1 166 millions dont EUR -1 085 millions sont attribuables aux activités poursuivies du groupe.

À EUR -720 millions, les revenus du premier semestre 2012 des **activités poursuivies** ont été grevés par une dépréciation de EUR 184 millions sur les titres de capital participatif de Kommunalkredit Austria (cf. explication ci-dessous). Outre cet élément non récurrent, les revenus ont également subi l'impact de la hausse du coût du financement du groupe d'un semestre sur l'autre (EUR -370 millions par rapport à 1S 2011) lié au recours aux lignes de liquidité d'urgence (ELA), au coût de la garantie temporaire de liquidité ainsi qu'à l'augmentation du coût du collatéral déposé auprès des contreparties de dérivés du groupe.

Enfin, les cessions d'actifs ont également pesé sur les revenus du semestre. Ainsi, le groupe a enregistré EUR 283 millions de perte sur la cession de EUR 3 milliards de titres et prêts non stratégiques.

Les **coûts** s'élèvent à EUR 311 millions en hausse de 34 % par rapport au 1^{er} semestre 2011, principalement en raison d'un changement de présentation de la facturation des prestations de la filiale informatique du groupe (DTS) aux entités Dexia ; ceci est neutre au niveau du résultat du groupe.

RÉSULTATS 1S 2012 DU GROUPE DEXIA			
en millions d'EUR	1S 2011 tel que publié	1S 2011 retraité ⁽⁸⁾	1S 2012
Revenus	-1 877	-3 694	-720
Coûts	-1 687	-230	-311
Résultat brut d'exploitation	-3 564	-3 924	-1 031
Coût du risque	-179	-110	-35
Autres dépréciations et provisions pour litiges juridiques	-162	-151	-11
Résultat avant impôts des activités poursuivies	-3 905	-4 185	-1 077
Charge d'impôts	-22	-17	-8
Résultat net des activités poursuivies	-	-4 168	-1 085
Résultat net des activités abandonnées	-	241	-100
Résultat net	-3 927	-3 927	-1 185
Participations ne donnant pas le contrôle	36	36	-19
Résultat net part du groupe	-3 963	-3 963	-1 166
Résultat net part du groupe des activités poursuivies	-	-4 199	-1 062
Bénéfice par action (en EUR)	-2,03	-2,03	-0,60
Bénéfice par action des activités poursuivies (en EUR)	-	-2,15	-0,55

(8) En ligne avec l'application d'IFRS 5, les informations relatives aux activités abandonnées pour la période comparative ont été publiées séparément.

Au 30 juin 2011, la refacturation des frais encourus par DTS pour prestations de services aux filiales du groupe (essentiellement Belfius) était présentée en « frais généraux et administratifs » tandis qu'au 30 juin 2012, cette refacturation à des sociétés, désormais hors groupe, est présentée en « autres résultats nets d'exploitation ».

Au 30 juin 2012, le résultat brut d'exploitation atteint EUR -1 031 millions.

Le coût du risque s'inscrit en baisse de 83% par rapport au premier semestre 2011 à EUR -35 millions. Ceci s'explique essentiellement par la baisse importante du coût du risque sur le portefeuille de Financial Products (EUR -91 millions) vendu aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2011.

Les « autres dépréciations et provisions pour litiges juridiques » s'élèvent à EUR -5 millions contre EUR -3 millions à fin juin 2011.

Dès lors, le résultat avant impôts des activités poursuivies s'établit à EUR -1 077 millions.

La charge d'impôts s'établit à EUR -8 millions.

Le résultat net des activités abandonnées s'élève à EUR -100 millions, impacté par un ajustement de EUR -481 millions résultant de l'évaluation à juste valeur des entités reclassés en IFRS 5 dont les éléments les plus significatifs sont détaillés dans la section 2-C-(a) du présent rapport financier.

Après prise en compte de EUR -19 millions attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net part du groupe atteint EUR -1 166 millions au 30 juin 2012.

C. Impact des éléments significatifs sur la situation financière du groupe

a. Ajustements relatifs aux cessions d'entités

Comme indiqué précédemment, toutes les entités dont la vente est hautement probable dans les 12 mois ont été reclassées en IFRS 5 au 31 décembre 2011 ou au 30 juin 2012 (DenizBank).

Comme illustré dans le tableau ci-dessous, l'impact financier total estimé au closing des cessions peut différer de celui constaté lors du reclassement en IFRS5 et ce principalement pour les raisons suivantes :

- Les entités destinées à être cédées sont évaluées au montant le plus faible entre leur valeur comptable, qui comprend les gains ou pertes latents ou reportés (Other Comprehensive Income - OCI), et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente⁽⁹⁾. Le montant doit ensuite être ajusté à chaque date d'arrêté comptable en fonction de l'évolution de la valeur comptable (y compris OCI) et ce jusqu'à la finalisation de la vente. Cet ajustement ne modifie toutefois pas la plus ou moins value attendue sur la cession, l'impact de l'ajustement de valeur étant compensé par une variation inverse des OCI de l'entité. Lors du closing, conformément aux règles comptables, les OCI relatifs à l'entité cédée sont comptabilisés en compte de résultats, conduisant à un ajustement du résultat.
- L'impact financier résultant des cessions peut également dépendre d'ajustements liés à des conditions spécifiques prévues dans les accords de cession, ainsi que, le cas échéant, de la stratégie de couverture du risque de change retenue par Dexia.

Par ailleurs, la réduction des risques pondérés attachés aux entités vendues, de la taille de bilan de Dexia SA, ainsi que l'impact sur la liquidité du groupe ne seront pris en compte qu'à la finalisation de la transaction.

IMPACT DES CESSIONS D'ENTITÉS OPÉRATIONNELLES (EUR M)			
	Prix de cession	Impact cumulé ⁽¹⁰⁾	
		1S 2012	Estimé ⁽¹¹⁾ FY 2012
Banque Internationale à Luxembourg	730	-203	-170
RBC-Dexia Investor Services	838	0	32
DenizBank	2 821 ⁽¹²⁾	-202	-744
Dexia Municipal Agency	380	-53	-256
Dexia Asset Management	ND ⁽¹³⁾	0	ND ⁽¹³⁾

(9) En cas de cession, la juste valeur correspond au prix de vente de l'entité cédée.

(10) Perte sur ajustement en juste valeur, moins coûts de cession.

(11) Sur la base des conditions en juin 2012, incluant les frais de cession des entités.

(12) Sur la base du taux de change à la date de la signature.

(13) A la date de la publication les discussions avec des investisseurs potentiels se poursuivent.

Compte tenu du traitement réglementaire de certains éléments (en particulier les écarts d'acquisition, les OCI), l'impact de la mise à juste valeur diminuée des coûts de cession ou une moins value de cession peut ne pas se répercuter en totalité sur les fonds propres durs (Core Tier 1).

La réduction du total de bilan résultant de l'ensemble des cessions à venir est estimée à EUR 113 milliards. Retraité de ces cessions, le total de bilan du groupe au 30 juin 2012 s'élève à EUR 298 milliards.

Enfin, au 30/06/2012, si les sociétés classées en IFRS 5 avaient déjà été vendues, les ratios Tier 1 et Core Tier 1 auraient été respectivement de l'ordre de 11 % et 10,8 % contre 6,6% et 6,2%.

Dexia Municipal Agency

Fin juin 2012, en application des normes comptables, la perte résultant de l'évaluation à la juste valeur de Dexia Municipal Agency a été ajustée afin de prendre en compte la variation des gains ou pertes latents ou différés (OCI) depuis la fin de l'année 2011. Dexia a ainsi enregistré un ajustement de la perte résultant de l'évaluation à la juste valeur s'élevant à EUR -53 millions.

Banque Internationale à Luxembourg

Les accords signés avec Precision Capital et le Grand Duché de Luxembourg prévoient un prix de cession de EUR 730 millions, pour un périmètre excluant différentes participations de Banque Internationale à Luxembourg, ainsi que son portefeuille de titres Legacy. En outre, Dexia s'est engagé à céder l'entité avec un ratio de fonds propres durs (Core Tier 1) de 9% calculé lors du closing selon les normes Bâle III.

Compte tenu de ces éléments, l'évaluation de la juste valeur de l'entité au 30 juin 2012 intègre l'estimation du besoin en fonds propres nécessaire pour atteindre l'objectif de 9% fixé dans le contrat de cession ainsi que l'impact de variation semestrielle des gains ou pertes latents différés (OCI).

Au 30 juin 2012, l'évaluation à la juste valeur de Banque Internationale à Luxembourg a conduit Dexia à enregistrer un ajustement de valeur de EUR - 203 millions.

RBC-Dexia Investor Services

La cession de RBC Dexia a été finalisée le 27 juillet 2012 pour un montant de EUR 837,5 millions. La plus-value relative à cette cession

n'est pas significative et sera enregistrée dans les comptes du groupe Dexia au 3ème trimestre 2012. La transaction n'aura que peu d'impact sur la solvabilité et la liquidité du groupe.

DenizBank

Au 30 juin 2012, Dexia SA a comptabilisé une charge de EUR 202 millions au titre de l'évaluation à la juste valeur de DenizBank dont EUR 198 millions correspondent à une dépréciation du goodwill de l'entité. Ce montant, excluant les OCI, ne correspond pas à la totalité de la moins-value attendue ; en particulier, l'écart de conversion, qui est significatif pour DenizBank, ne sera reflété dans le compte de résultats que lors de la finalisation de la vente.

b. Dépréciation sur les titres de capital participatif de Kommunalkredit Austria

Au 1^{er} semestre 2012, Dexia a décidé de passer une dépréciation de EUR 184 millions sur les EUR 200 millions de capital participatif détenus par Dexia Crédit Local dans KA Finanz AG et KA new, les deux banques résultant de la scission de Kommunalkredit Austria AG en 2009⁽¹⁴⁾.

Le 25 avril 2012, lors de l'Assemblée Générale de KA Finanz AG, une résolution a été approuvée, prévoyant l'effacement des pertes accumulées par l'annulation du capital participatif alloué à KA Finanz AG, et ce, rétroactivement au 31 décembre 2011. Dexia considère cette décision en contravention de ses droits, notamment des conditions contractuelles régissant son investissement, et prendra toute mesure requise afin de défendre sa position. Sans préjuger le résultat de ces procédures, le groupe a décidé de passer une dépréciation de EUR 184 millions sur les EUR 200 millions de capital participatif dans ses comptes au 30 juin 2012, correspondant à l'effacement de la totalité de la créance sur KA Finanz AG et à un provisionnement de la créance sur KA new.

D. Commentaires sur l'activité commerciale⁽¹⁵⁾

En ligne avec le plan de résolution ordonné annoncé par le groupe en octobre 2011, l'activité du métier **Public and Wholesale Banking** s'inscrit désormais dans une logique de gestion en extinction. Dans ce contexte, les encours ont reculé de -3,6% au premier semestre de l'année par rapport à fin décembre 2011, à EUR 165 milliards. Les EUR 370 millions de production au bilan correspondent soit à des opérations de "désensibilisation", soit à l'activité des filiales destinées à être cédées, soit enfin à des engagements antérieurs.

(14) Pour rappel, en novembre 2008, la République d'Autriche avait pris le contrôle de Kommunalkredit Austria AG, entreprise dont Dexia Crédit Local détenait 49%, aux côtés de l'actionnaire majoritaire ÖVAG. Afin de faciliter cette opération, Dexia Crédit Local avait alors accepté de convertir EUR 200 millions de ses expositions sur Kommunalkredit Austria AG en capital participatif, considéré comme titres Tier 1 dans la réglementation bancaire autrichienne. Lors de la scission de Kommunalkredit Austria AG, les EUR 200 millions ont été répartis comme suit: EUR 151,66 millions dans KA Finanz AG et EUR 48,34 millions dans KA new.

(15) Les commentaires sont basés sur une vue métiers avant application de la norme IFRS 5 et ventilation des résultats entre les activités poursuivies et les activités abandonnées.

Par ailleurs, le groupe a fait jouer les clauses de révocation de lignes de crédit revolving pour un montant de EUR 1,5 milliard, en conformité avec les prescriptions du plan de résolution et dans un souci de protection de son profil de liquidité.

En hausse de 9% par rapport à fin décembre 2011, le total des avoirs de la clientèle de la **Banque de détail et commerciale** s'est établi à EUR 42 milliards à la fin du premier semestre de l'année. Cette hausse provient à la fois de la Turquie et du Luxembourg. La progression est de 3% par rapport à fin juin 2011. Les prêts représentent EUR 24 milliards.

Au Luxembourg, les avoirs de la clientèle s'élèvent à EUR 28 milliards, en hausse de 3% par rapport à fin décembre 2011 après retraitement d'un changement de périmètre, la hausse des dépôts bilantaires (+7%) ayant plus que compensé le léger recul des avoirs hors bilan et des réserves techniques d'assurance-vie. L'activité commerciale de la banque de détail s'est montrée soutenue notamment grâce au segment des prêts hypothécaires. Par rapport au premier semestre 2011, les avoirs de la clientèle sont en retrait de 6,5% après retraitement du changement de périmètre.

En Turquie, le total des dépôts de la clientèle s'élevait à TRY 30 milliards (EUR 13,2 milliards) à fin juin 2012, en hausse de 28% par rapport au montant enregistré à fin juin 2011 (hausse de 32% si libellés en EUR). Les prêts sont en progression de 20% (24% si libellés en EUR), tout particulièrement portés par les prêts aux petites et moyennes entreprises ainsi que par les crédits à la consommation et les cartes de crédits des particuliers. Le ratio des crédits sur dépôts s'établit à 114%, en forte baisse par rapport à fin juin 2011 (121%).

DenizBank a continué d'afficher une croissance très dynamique de son réseau comptant fin juin 2012 5,3 millions de clients (+ 650.000 par rapport au 30 juin 2011) et 596 agences domestiques (+56 par rapport au 30 juin 2011) soit un taux de croissance annuelle (Juin / Juin) de son réseau de 10,4 % contre 2,7% pour l'ensemble du secteur bancaire en Turquie.

A la fin juin 2012, les actifs sous gestion de **Dexia Asset Management** s'élèvent à EUR 78,7 milliards, soit un niveau comparable à ceux observés à la fin mars 2012 et à la fin décembre 2011. Depuis le début de l'année, la collecte nette de cash est positive, à EUR 0,7 milliards (en excluant le flux de sortie de EUR 2,6 milliards consécutif à la cession de Dexia Epargne Pension en 2010), malgré un environnement financier toujours marqué par de fortes tensions.

Sur le trimestre, l'activité soutenue des métiers de conseil et de services, générant EUR 1,7 milliards, a plus que compensé un effet de marché négatif de EUR -0,5 milliards, ainsi que des retraits de capitaux de certains fonds d'investissement, liés à la forte volatilité des marchés financiers, et la faiblesse des revenus sur l'activité « fixed income » dans les pays cœurs.

A fin juin 2012, les actifs sous administration de **RBC Dexia Investor Services** s'établissent à EUR 2 164 milliards, en hausse de 5% par rapport à fin décembre 2011 (+1% en retraçant d'un impact devise favorable), dans un environnement de marché demeurant difficile. Le nombre de fonds sous administration est resté stable sur cette période à 10 727.

Au 30 juin 2012, le total des engagements de la division **Legacy Portfolio Management** s'élève EUR 86,3 milliards, en incluant les engagements hors bilan. Les engagements au bilan s'élèvent à EUR 83,9 milliards, en baisse de EUR 6,3 milliards par rapport à la fin 2011.

Au cours du 1^{er} semestre 2012, Dexia a cédé EUR 3,0 milliards d'actifs, dont EUR 2,6 milliards d'obligations pour une perte de EUR 234 millions et EUR 0,4 milliards de prêts, pour une perte de EUR 49 millions. Comme annoncé au 1^{er} trimestre 2012, le groupe a poursuivi une stratégie de cession d'actifs opportuniste, considérant que l'objectif de réduction de la taille du bilan sera atteint via la vente des entités opérationnelles.

En ce qui concerne les cessions d'obligations, la tendance du 1^{er} semestre 2012 s'inscrit dans la lignée du 1^{er} trimestre. Les ventes ont pour l'essentiel été réalisées pour compenser l'impact en liquidité du rachat des titres subordonnés perpétuels émis par DCL (cf. section "Evolution du bilan, de la solvabilité et de la situation de liquidité du groupe") ainsi que dans le cadre d'un échange de titres effectué lors de la signature de l'accord de vente de RBC-Dexia Investor Services à la Banque Royale du Canada⁽¹⁶⁾.

Les ventes de prêts ont visé à réduire le profil de risque du groupe et ont été exécutées en priorité via des remboursements anticipés négociés avec les clients. Sur les 6 premiers mois de 2012, le groupe a principalement cédé deux portefeuilles de prêts au Mexique et au Canada.

L'évolution détaillée des différents segments de la Legacy Division est précisée ci-dessous.

(16) Cf. communiqué de presse du 03 avril 2012.

Le **portefeuille obligataire** géré en extinction s'élève à EUR 70,5 milliards au 30 juin 2012, en baisse de EUR 4,7 milliards par rapport à fin décembre 2011, malgré un effet change de EUR +1,8 milliard au 2^{ème} trimestre 2012. En lien avec les objectifs recherchés dans le cadre du deleverage, la qualité de crédit du portefeuille s'est améliorée depuis le 31 décembre 2011 et est restée stable depuis le 31 mars 2012, avec 91% d'actifs « investment grade ».

Les **engagements du métier Public and Wholesale Banking mis en extinction** s'élèvent à EUR 10,8 milliards, comprenant EUR 2,6 milliards (USD 3,1 milliards) de lignes de liquidité (SBPA) accordées aux municipalités aux États-Unis, tirées à concurrence d'un montant limité de EUR 0,2 milliard (USD 0,2 milliard). Au cours du semestre, les engagements ont été réduits de EUR 3,6 milliards, principalement sous l'effet de cessions, de remboursements anticipés et de l'amortissement naturel des actifs.

Le portefeuille **Financial Products** comprend USD 5,9 milliards (EUR 5,0 milliards) d'actifs, dont USD 4,2 milliards d'actifs de qualité élevée (essentiellement des bons du Trésor américain) utilisés spécifiquement en tant que collatéral pour les contrats d'investissement garantis (Guaranteed Investment Contracts – GIC) finançant le portefeuille. Hormis ces USD 4,2 milliards, le portefeuille est à 95% « investment grade » au 30 juin 2012. Le portefeuille s'est amorti de EUR 0,7 milliard sur le 1^{er} trimestre et a légèrement progressé de EUR 0,2 milliard au 2^{ème} trimestre, sous l'effet des variations de change.

3. EVOLUTION DU BILAN, DE LA SOLVABILITÉ ET DE LA SITUATION DE LIQUIDITÉ DU GROUPE

A. Bilan et solvabilité

Au 30 juin 2012, le total du bilan consolidé du groupe Dexia s'élève à EUR 411 milliards, en baisse de EUR 1,6 milliard par rapport au 31 décembre 2011 et en hausse de EUR 12 milliards par rapport au 31 mars 2012. Sur le semestre écoulé, cette évolution résulte essentiellement d'une réduction structurelle de l'encours des prêts « Core » Public and Wholesale Banking (EUR - 8,4 milliards) et de l'encours des actifs de la division Legacy (EUR - 6 milliards) effacée en majeure partie par la hausse de la valeur des dérivés (EUR + 7,3 milliards) et l'augmentation du collatéral versé par le groupe (EUR + 2,4 milliards) résultant de la forte baisse des taux d'intérêt à long terme au cours du 2^{ème} trimestre 2012.

Fin juin 2012, les fonds propres de base du groupe s'élèvent à EUR 6,9 milliards après l'impact de la perte nette de EUR 1 166 millions enregistrée au 1^{er} semestre 2012 et du rachat des émissions de capital Tier 1 hybride de DCL et DFL. Les gains ou pertes latents ou reportés (Other Comprehensive Income – OCI), s'établissent à EUR - 9,8 milliards, stables par rapport au 31 décembre 2011 et en baisse de EUR - 1,8 milliards par rapport à fin mars 2012. Ceci s'explique par l'évolution inverse de la réserve AFS au cours des premier et deuxième trimestres 2012 principalement sous l'effet du resserrement puis de l'écartement des spreads de crédit des obligations souveraines (essentiellement Italie et Pologne au 1^{er} trimestre et Espagne et Italie au 2^{ème} trimestre).

Au 30 juin 2012, les fonds propres Core Tier 1 s'élèvent à EUR 5,4 milliards, en hausse de EUR 135 millions par rapport à fin 2011. Cette évolution s'explique essentiellement par les éléments suivants, qui ont plus que compensé la perte enregistrée au 1^{er} semestre 2012 :

- le produit de EUR 486 millions dégagé par l'opérations de rachat de l'émission de capital Tier 1 hybride de Dexia Crédit Local. Ce produit n'a pas été comptabilisé en résultat mais en fonds propres du groupe, en application des normes IFRS ;
- un effet positif de EUR 276 millions lié à la dépréciation de l'Euro ;
- le remboursement par Belfius Banque & Assurances au 1^{er} trimestre 2012 de dettes subordonnées détenues par Dexia, permettant au groupe de ne plus déduire EUR 310 millions du Tier 1.

A la même date, les fonds propres Tier 1 s'établissent à EUR 5,8 milliards, en recul de EUR 543 millions sur le 1^{er} semestre principalement du fait :

- de l'augmentation des fonds propres Core Tier 1 (EUR +135 millions) ;
- du rachat des émissions de Dexia Credit Local et Dexia Funding Luxembourg entraînant une baisse de EUR 1,1 milliard du capital hybride. Pour rappel, deux offres publiques de rachat portant sur des titres perpétuels non-cumulatifs (Tier 1 hybrides) ont été conduites durant le 1^{er} trimestre 2012. La première, lancée le 20 février 2012 et finalisée le 29 février 2012 concerne des titres émis par Dexia Funding Luxembourg pour un montant nominal de EUR 500 millions ; la seconde, lancée le 2 mars 2012 et clôturée le 14 mars 2012 porte sur des titres émis par Dexia Crédit Local pour un montant nominal de EUR 700 millions. Les deux transactions ont reçu un accueil favorable du marché, affichant un taux de succès respectif de 91,84% et 91,96% ;
- de la disparition de la limite de reconnaissance des émissions hybrides (haircut) qui opérait en 2011 (EUR +424 millions).

Les risques pondérés s'établissaient à EUR 87,9 milliards contre EUR 83,4 milliards à fin décembre 2011. Cette évolution s'explique par la hausse du risque de crédit principalement liée à des dégradations d'ABS et de risques souverains, à un impact change ainsi qu'à l'augmentation des risques pondérés de DenizBank du fait de réserves obligatoires plus élevées et du dynamisme de l'activité commerciale.

Fin juin, ces éléments conduisent à un ratio des fonds propres de base (Tier 1 ratio) de 6,6% (contre 7,6% à fin décembre 2011) et à un ratio des fonds propres durs (Core Tier 1 ratio) à 6,2% (contre 6,4% à fin décembre 2011). Au 30/06/2012, si les sociétés classées en IFRS 5 avaient déjà été vendues, les ratios Tier 1 et Core Tier 1 auraient été respectivement de l'ordre de 11 % et 10,8 %⁽¹⁷⁾.

Au 30 juin 2012, le ratio CAD du groupe Dexia s'élève à 8,4% contre 10,3% au 31 décembre 2011.

B. Evolution de la situation de liquidité du groupe Dexia

Au 1^{er} semestre 2012, le groupe Dexia a du faire face à des conditions de marché sensiblement dégradées du fait de la persistance de tensions sur les dettes souveraines au sein de la zone Euro. De surcroît, au 2^{ème} trimestre, Dexia a perdu le bénéfice de la réduction structurelle de son bilan du fait de l'augmentation du montant de collatéral à déposer à ses contreparties de dérivés (EUR + 6,3 milliards).

Dans ce contexte, la prolongation et le relèvement du plafond du dispositif de garantie provisoire à EUR 55 milliards autorisés temporairement par la Commission européenne ont permis au groupe de porter l'encours de ses nouveaux financements garantis à EUR 46,7 milliards fin juin 2012 et à EUR 48,3 milliards le 12 juillet 2012, tandis qu'il s'élevait à EUR 21,6 milliards fin 2011⁽¹⁸⁾. La partie de ces financements levés à plus d'un an s'élève à EUR 13,6 milliards. Fin juin 2012, environ EUR 23 milliards de dette garantie sont refinancés via les banques centrales.

Ces émissions de dette garantie ont été utilisées, en premier lieu pour réduire le tirage de la ligne de liquidité d'urgence (ELA) qui s'élève fin juin à EUR 14,2 milliards en retrait de EUR 4,5 milliards par rapport à décembre 2011. Elles ont également permis de rembourser des financements non sécurisés octroyés au groupe par Belfius Banque et Assurances (anciennement Dexia Banque Belgique) en ligne avec les accords passés lors de la cession de Dexia Banque Belgique à l'Etat belge.

Fin juin 2012, les financements reçus dans le cadre des opérations de politique monétaire de la Banque Centrale Européenne, en ce compris les opérations de LTRO, s'élèvent à EUR 50 milliards, soit EUR 18 milliards de plus que le niveau de fin 2011. La participation du groupe à la deuxième opération de LTRO à 3 ans lancée par la Banque Centrale Européenne a eu un impact bénéfique sur le profil de financement du groupe en permettant de réduire son besoin de liquidité à court terme et d'allonger la durée de vie de ses financements.

Bien que dans des montants demeurant limités à EUR 2,6 milliards, le groupe a également pu mettre en place de nouveaux financements à long terme, en dehors du périmètre de la garantie des Etats. Ces financements comprennent notamment de nouveaux financements sécurisés (EUR 1 milliard) et un financement à long terme émis par Crediop avec la garantie de l'Etat italien (EUR 1,4 milliard).

Au cours du premier semestre 2012, l'activité de financements à long terme du groupe Dexia a également été marquée par des opérations de rachat d'obligations sécurisées exécutées par Dexia Municipal Agency (DMA) et Dexia Kommunalkredit Deutschland (DKD). DMA a ainsi racheté au fil de l'eau pour EUR 830 millions d'obligations foncières et DKD a racheté, via une offre publique de rachat, pour EUR 2,6 milliards de Pfandbriefe. Ces opérations ont permis d'utiliser une partie des liquidités provenant des amortissements d'actifs et d'optimiser la gestion de trésorerie ainsi que la gestion du cover pool de ces deux émetteurs. Les émetteurs d'obligations sécurisées du groupe (covered bonds) n'ont pas été actifs sur le marché primaire lors du premier semestre 2012. L'encours total de covered bonds émis par les trois émetteurs du groupe a diminué de EUR 10,6 milliards sur le semestre à EUR 88,7 milliards.

Ces évolutions démontrent la forte sensibilité du groupe à certains facteurs exogènes. Ces facteurs incluent notamment la baisse des taux d'intérêt, la dégradation généralisée des notations par les agences, en particulier sur le secteur bancaire et les souverains, ainsi que les tensions sur les pays d'Europe du Sud, compte tenu des expositions spécifiques de la banque résiduelle (cf. rapport de gestion p13 et 14).

Ces éléments sont de nature à peser sur la situation de liquidité et sur la solvabilité du groupe, via la double composante de la hausse des risques pondérés et d'une possible augmentation des provisions.

(17) En application des règles comptables, les pertes sur cession des entités classées en IFRS 5 sont constatées par anticipation alors que le groupe ne peut bénéficier de la réduction des risques pondérés qu'à la finalisation des cessions.

(18) A l'encours de dettes émis sous le schéma de la garantie autorisée à titre temporaire en 2011 par la Commission européenne s'ajoute l'encours garanti émis sous la convention de 2008 qui s'élève à EUR 20,1 milliards au 30 juin 2012.

RAPPORT DE GESTION

GESTION DES RISQUES

INTRODUCTION

Les principaux risques que Dexia doit gérer dans le cadre de ses activités sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel 2011 de Dexia. Ces risques sont notamment les risques de crédit, de marché, la gestion du bilan (ALM), le risque de liquidité, le risque de change et la gestion des risques opérationnels.

L'exposition maximale au risque de crédit (MCRE) reprend :

- la valeur nette comptable des actifs du bilan autres que les produits dérivés (c'est-à-dire la valeur comptable après déduction des provisions spécifiques) ;
- la valeur de marché pour les produits dérivés ;
- le total des engagements hors bilan : l'engagement total est soit la partie non prélevée des facilités de liquidité ou le montant maximum que Dexia est tenu d'honorer en raison des garanties données à des tiers.

Lorsque l'exposition au risque de crédit est garantie par un tiers dont la pondération du risque est plus faible, le principe de substitution s'applique.

Au 30 juin 2012, l'exposition maximale au risque de crédit du groupe Dexia s'élève à EUR 346 211 millions dont EUR 222 107 pour les activités poursuivies et EUR 124 105 pour les activités destinées à être cédées. Les expositions des activités poursuivies demeurent majoritairement concentrées sur le secteur public (50,2%).

EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT AU 30 JUIN 2012⁽¹⁾

EXPOSITION DU GROUPE DEXIA PAR TYPE DE CONTREPARTIE			
<i>en millions d'EUR</i>	Total	Activités destinées à être cédées	Activités poursuivies
États	39 162	11 220	27 942
Secteur public local	172 450	60 851	111 599
Entreprises	25 716	16 224	9 492
Rehausseurs de crédit	6 243	0	6 243
ABS/MBS	15 439	6 487	8 952
Financements de projets	16 631	220	16 411
Particuliers, professions libérales, indépendants	15 439	15 398	41
Établissements financiers	54 546	13 120	41 426
Autres	586	586	0
Total	346 211	124 105	222 107

(1) Note: MCRE calculé en IFRS 7.

EXPOSITION DU GROUPE DEXIA PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

<i>en millions d'EUR</i>	Total	Activités destinées à être cédées	Activités poursuivies
Autriche	2 803	858	1 945
Belgique	21 640	7 493	14 147
Europe Centrale et de l'Est	6 418	511	5 907
France (Incl. Dom-Tom)	87 305	52 402	34 903
Allemagne	28 118	2 269	25 849
Grèce	361	4	357
Irlande	1 730	79	1 651
Italie	38 966	4 615	34 352
Japon	7 328	149	7 179
Luxembourg	11 855	11 641	214
Pays Bas	1 400	355	1 045
Autres	9 399	1 687	7 711
Portugal	4 043	136	3 907
Scandinavie	2 788	1 081	1 707
Amerique du sud et centrale	1 745	167	1 578
Asie du sud-est	1 610	260	1 350
Espagne	24 129	729	23 400
Institutions Européennes	793	88	706
Suisse	4 758	4 577	181
Turquie	26 007	25 807	200
Royaume Uni	20 989	1 682	19 308
Etats-Unis et Canada	42 026	7 517	34 510
Total	346 211	124 105	222 107

EXPOSITION AU RISQUE DE MARCHÉ

VALUE AT RISK DES ACTIVITÉS DE MARCHÉ								
VaR (10 jours, 99%), en millions d'EUR	IR & FX (Trading and banking) ⁽¹⁾				EQT Trading			
	4T10	2T11	4T11	2T12	4T10	2T11	4T11	2T12
Par facteur de risque								
Moyenne	16,0	12,3	5,9	5,2	2,0	2,7	0,1	0,1
Fin trim.	19,0	10,8	5,9	5,7	1,0	2,0	0,0	0,5
Maximum	19,5	18,6	11,2	8,3	4,3	5,6	0,1	0,6
Limite	61,0	49,0	23,0	24,8	11,0	6,0	1,0	0,88
Sensibilité	-5,5	24,9	-9,3	-98	-	-	-	-
VaR (10 jours, 99%), en millions d'EUR	Spread trading ⁽²⁾				Autres risques ⁽³⁾			
	4T10	2T11	4T11	2T12	4T10	2T11	4T11	2T12
Par facteur de risque								
Moyenne	18,2	13,3	2,6	6,2	3,7	2,0	-	-
Fin trim.	15,3	13,3	2,7	8,3	3,7	2,3	-	-
Maximum	23,6	19,0	2,8	9,0	5,3	3,1	-	-
Limite	43,0	35,0	10,0	10,5	7,0	7,0	-	-
Sensibilité	-0,2	-0,3	-0,1	0,0	-	-	-	-
Total 2T 12								
	Moyenne	11,5						
	Fin trim.	14,6						
	Maximum	16,7						
	Limite	31,0						

(1) Sensibilité à une hausse de 1 % sur l'ensemble de la courbe des taux d'intérêt.

(2) Sensibilité à un élargissement de 1 pb des spreads de crédit.

(3) Autres risques : inflation et CO₂.

QUALITÉ DES ACTIFS ET NOTATIONS

QUALITÉ DES ACTIFS ⁽¹⁾					
<i>en millions d'EUR, sauf mention contraire</i>	30/06/10	31/12/10	30/06/11	31/12/11	30/06/12
Prêts et créances dépréciés sur la clientèle	6 016	5 554	3 228	2 534	2 174
Provisions spécifiques sur les prêts et créances sur la clientèle	3 288	3 214	1 844	1 594	1 307
Ratio de qualité des actifs ⁽²⁾	1,7%	1,6%	1,1%	1,1%	1,0%
Ratio de couverture ⁽³⁾	54,7%	57,9%	57,1%	62,9%	60,1%

(1) Série calculée sur le périmètre total (activités poursuivies et activités abandonnées).

(2) Le rapport entre les prêts et créances dépréciés sur la clientèle et l'encours brut des prêts et créances sur la clientèle.

(3) Le rapport entre les provisions spécifiques sur les prêts et créances et les prêts dépréciés sur la clientèle.

NOTATIONS AU 31 JUILLET 2012			
	Long terme	Perspective	Court terme
Dexia Crédit Local			
Fitch	A+	Negative outlook	F1+
Moody's	Baa2	Negative outlook	P-2
Standard & Poor's	BBB	On credit watch negative	A-2
Dexia Municipal Agency (obligations foncières)			
Fitch	AAA		-
Moody's	Aa2	Under review for poss. downgrade	-
Standard & Poor's	AA+	On credit watch negative	-
Dexia Kommunalbank Deutschland (Pfandbriefe)			
Standard & Poor's	AA-	On credit watch negative	-
Dexia LDG banque (lettres de gage)			
Standard & Poor's	AA	On credit watch negative	-

RAPPORT DE GESTION

SOLVABILITÉ

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES		
<i>en millions d'EUR</i>	31/12/11	30/06/12
Fonds propres réglementaires (après répartition)	8 589	7 357
Fonds propres réglementaires au sens strict y compris le capital hybride (Tier 1 capital)	6 305	5 762
Fonds propres de base	7 589	6 909
Ecart de conversion – Groupe	(803)	(527)
Filtres prudentiels	(335)	(292)
Participations ne donnant pas le contrôle (éligibles en Tier 1)	627	599
Eléments à déduire	(1 772)	(1 248)
<i>Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition</i>	<i>(1 416)</i>	<i>(1 216)</i>
<i>Participations dans d'autres établissements de crédit et établissements financiers > 10% de leur capital (50%)</i>	<i>(45)</i>	<i>(32)</i>
<i>Excédent – par rapport à la limite de 10% des fonds propres – de la détention d'actions, parts et emprunts subordonnés émis par des compagnies financières holdings, des établissements de crédit et des établissements financiers non liés (50%)</i>	<i>(310)</i>	<i>0</i>
Instruments hybrides novateurs de fonds propres Tier 1 ⁽¹⁾	999	321
Fonds propres complémentaires (Tier 2 capital)	2 284	1 595
Emprunts subordonnés à durée indéterminée et instruments hybrides novateurs de fonds propres Tier 1 en excès pour leur reconnaissance en Tier 1 ⁽¹⁾	424	0
Emprunts subordonnés à durée déterminée	2 104	1 510
Réserve de juste valeur sur action	202	203
Excédent de provision IRB	44	52
Eléments à déduire	(490)	(170)
<i>Participations dans d'autres établissements de crédit et établissements financiers > 10% de leur capital (50%)</i>	<i>(138)</i>	<i>(126)</i>
<i>Excédent – par rapport à la limite de 10% des fonds propres – de la détention d'actions, parts et emprunts subordonnés émis par des compagnies financières holdings, des établissements de crédit et des établissements financiers non liés (50%)</i>	<i>(310)</i>	<i>0</i>
<i>Participations dans des entreprises d'assurances</i>	<i>(42)</i>	<i>(43)</i>

(1) 31/12/2011: le montant des fonds propres Tier 1 au sens strict limitait à EUR 999 millions le montant éligible au Tier 1 des instruments hybrides novateurs de fonds propres réglementaires Tier 1. Le montant de EUR 424 millions en excès a été reconnu en fonds propres complémentaires (Tier 2 capital).

CARACTÉRISTIQUES DES INSTRUMENTS DE CAPITAL HYBRIDE

Le montant de EUR 321 millions résulte de trois émissions :

- Une émission d'instruments de capital hybride perpétuels de EUR 225 millions effectuée par Banque Internationale à Luxembourg SA (anciennement Dexia Banque Internationale à Luxembourg SA);
- Une émission de titres de dette subordonnée non cumulatifs perpétuels de EUR 56 millions effectuée par Dexia Crédit Local SA;
- Une émission de titres de dette subordonnée non cumulatifs perpétuels de EUR 40 millions effectuée par Dexia Funding Luxembourg (aujourd'hui absorbée par Dexia SA).

Les instruments de capital hybride émis par Dexia Crédit Local SA et Dexia Funding Luxembourg SA ont fait l'objet d'opérations publiques de rachat au cours du premier trimestre 2012, opérations qui sont décrites en page 11 du présent rapport financier.

Emetteur	Montant comptabilisé (en millions d'EUR)	Coupon ^(*)	Date de call ^(*)	Coupon applicable après la date de call
Dexia Banque Internationale à Luxembourg SA	225	-	(**)	Euribor 3 m + 230 bp
Dexia Crédit Local SA	56	4,30%	18/11/15	Euribor 3 m + 173 bp
Dexia Funding Luxembourg SA	40	4,892%	02/11/16	Euribor 3 m + 178 bp

(*) Suite à la décision de la Commission européenne du 26 février 2010, le paiement de coupons et le remboursement discrétionnaire anticipé (call) relatifs aux instruments de capital hybride sont limités comme suit :

- jusqu'à fin 2011, le paiement de coupons et l'exercice de calls sur les instruments hybrides ne pouvaient être effectués que si ces opérations étaient requises par la loi ou en vertu des contrats d'émission conclus avant le 1er février 2010 ;
- jusqu'à fin 2014, le paiement de coupons et l'exercice de calls sur les instruments hybrides émis par des sociétés dont Dexia SA détient le contrôle exclusif sont conditionnés au respect de certains critères (voir le point 8 de l'Annexe I à la décision de la Commission européenne du 26 février 2010).

Les Etats belge, français et luxembourgeois ont soumis à la Commission européenne en mars 2012 un plan de résolution ordonnée du groupe Dexia. Ce plan fait l'objet d'un examen par la Commission. La décision du 26 février 2010 demeure d'application tant que la Commission ne s'est pas prononcée sur le plan de résolution ordonnée.

(**) Conformément à la décision de la Commission européenne susmentionnée, le call relatif aux instruments hybrides de Banque Internationale à Luxembourg n'a pas été exercé le 6 juillet 2011.

RISQUES PONDÉRÉS ET RATIOS DE SOLVABILITÉ

RISQUES PONDÉRÉS					
en millions d'EUR	31/12/10	31/03/11	30/06/11	31/12/11 ⁽¹⁾	30/06/12
Risque de crédit	128 240	125 499	110 169	73 507	77 692
Risque de marché	2 945	2 983	7 183	2 047	2 391
Risque opérationnel	9 650	9 650	9 650	7 821	7 821
Total	140 834	138 132	127 002	83 374	87 903

(1) Déconsolidation de Belfius au 01/10/11.

RATIOS DE SOLVABILITÉ					
	31/12/10	31/03/11	30/06/11	31/12/11	30/06/12
Ratio des fonds propres de base (Tier 1)	13,1 %	13,4 %	11,4 %	7,6 %	6,6 %
Ratio d'adéquation des fonds propres	14,7 %	14,8 %	13,0 %	10,3 %	8,4 %

RAPPORT DE GESTION

INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES DE DEXIA AU 30 JUIN 2012

<i>en millions d'EUR</i>	
Caisse des dépôts et consignations	17,6 %
Holding Communal	14,3 %
Groupe Arco	10,2 %
Etat français	5,7 %
Etat fédéral belge	5,7 %
Trois régions belges	5,7 %
Groupe Ethias	5,0 %
CNP Assurances	3,0 %
Actionnariat salarié	0,6 %
Autres actionnaires institutionnels et individuels	32,2 %

PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Il n'y a pas eu de transaction significative avec des parties liées au 1^{er} semestre 2012. Nous renvoyons à la dernière publication annuelle sur les transactions entre parties liées à la page 162 du rapport annuel de Dexia.

NOMBRE D' ACTIONS			
<i>en millions d'EUR</i>	30/06/11	31/12/11	30/06/12
Nombre d'actions	1 948 984 474	1 948 984 474	1 948 984 474
<i>Dont actions propres</i>	324 633	324 633	324 633
Droits de souscriptions (warrants)	70 049 801	64 474 087	64 474 087
Nombre total d'actions et de droits de souscription⁽¹⁾	2 019 034 275	2 013 458 561	2 013 458 561

(1) Ce montant ne tient pas compte des deux warrants émis par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 9 mai 2012 en rapport avec la garantie des Etats dans le cadre de la vente de FSA.

DONNÉES PAR ACTION			
<i>en millions d'EUR</i>	30/06/11	31/12/11	30/06/12
Bénéfice par action (en EUR)			
- de base ⁽¹⁾	-2,03	-5,97	-0,60
- dilué ⁽²⁾	-2,03	-5,97	-0,60
Nombre moyen pondéré d'actions ⁽³⁾	1 948 659 841	1 948 659 841	1 948 659 841
Nombre moyen pondéré d'actions dilué ⁽³⁾	1 948 659 841	1 948 659 841	1 948 659 841
Actif net par action (en EUR)⁽⁴⁾			
- relatif aux fonds propres de base ⁽⁵⁾	7,83	3,89	3,57
- relatif aux fonds propres du groupe ⁽⁶⁾	3,56	-1,04	-1,45

(1) Rapport entre le résultat net part du groupe et le nombre moyen pondéré d'actions

(2) Rapport entre le résultat net part du groupe et le nombre moyen pondéré d'actions dilué

(3) Ne comprend pas les actions propres

(4) Rapport entre l'actif net et le nombre d'actions à la fin de la période (actions propres déduites)

(5) Hors réserves sur les titres disponibles à la vente, juste valeur des instruments dérivés de couverture et écarts de conversion.

(6) Y compris les titres disponibles à la vente, juste valeur des instruments dérivés de couverture et écarts de conversion.

RAPPORT DE GESTION

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Je soussigné, Pierre Mariani, administrateur délégué et président du comité de direction de Dexia SA, atteste que, à ma connaissance :

- a) le jeu d'états financiers résumés, établi conformément aux normes comptables applicables, donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et des entreprises comprises dans la consolidation ;
- b) le rapport de gestion contient un exposé fidèle des informations qui doivent y figurer selon la réglementation applicable.

Fait à Paris, le 2 août 2012.

Pour le comité de direction

Pierre Mariani
Administrateur délégué et président du comité de direction
Dexia SA

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS	
AU 30 JUIN 2012	21
BILAN CONSOLIDÉ	22
COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ	24
VARIATION DES FONDS PROPRES CONSOLIDÉS	25
ÉTAT CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT GLOBAL	27
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	28
NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	29
Note I. Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés résumés	29
Note II. Changements significatifs dans le périmètre de consolidation	32
Note III. Analyse par segment	32
Note IV. Taux de change	35
Note V. Éléments significatifs repris dans le compte de résultats	35
Note VI. Événements postérieurs à la clôture	36
Note VII. Souverains – exposition directe	36
Note VIII. Principaux groupes destinés à être cédés	37
Note IX. Litiges	37
RAPPORT DES RÉVISEURS	40

DEXIA – BILAN CONSOLIDÉ			
ACTIF <i>en millions d'EUR</i>	30/06/11	31/12/11	30/06/12
I. Caisse et avoirs auprès des banques centrales	4 345	4 847	776
II. Prêts et créances sur établissements de crédit	48 498	45 728	47 862
III. Prêts et créances sur la clientèle	316 432	173 550	156 536
IV. Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	7 475	2 690	2 473
V. Investissements financiers	73 024	40 691	35 956
VI. Dérivés	37 611	28 298	29 748
VII. Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3 441	3 020	3 360
VIII. Investissements dans des entreprises associées	167	0	0
IX. Immobilisations corporelles	2 369	736	528
X. Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition	1 953	1 184	103
XI. Actifs fiscaux	2 549	932	88
XII. Autres actifs	3 043	724	1 062
XIII. Actifs non courants et groupes destinés à être cédés	16 840	110 359	132 670
Total de l'actif	517 747	412 759	411 162

Les notes de la page 29 à 39 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

DEXIA – BILAN CONSOLIDÉ			
DETTES			
<i>en millions d'EUR</i>	30/06/11	31/12/11	30/06/12
I. Dettes envers les établissements de crédit	89 719	106 384	103 381
II. Dettes envers la clientèle	125 279	19 419	9 876
III. Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	19 758	5 200	4 945
IV. Dérivés	60 134	56 037	59 554
V. Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1 427	445	368
VI. Dettes représentées par un titre	185 638	105 288	104 021
VII. Dettes subordonnées	3 505	1 691	1 135
VIII. Provisions techniques des sociétés d'assurance	16 700	0	0
IX. Provisions et autres obligations	1 402	332	261
X. Dettes fiscales	176	192	18
XI. Autres passifs	5 181	1 741	1 203
XII. Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés	67	116 350	128 721
Total des dettes	508 986	413 079	413 483
FONDS PROPRES			
<i>en millions d'EUR</i>			
XIV. Capital souscrit	4 618	4 618	500
XV. Primes d'émission et d'apport	13 649	13 649	1 900
XVI. Actions propres	(20)	(4)	(4)
XVII. Réserves et report à nouveau	966	965	5 718
XVIII. Résultat net de la période	(3 963)	(11 639)	(1 166)
Fonds propres de base	15 250	7 589	6 948
XIX. Gains ou pertes latents ou différés	(8 305)	(9 607)	(9 766)
a) Réserve de juste valeur des titres disponibles à la vente	(3 602)	(5 279)	(5 776)
b) Ajustement de juste valeur «gelée» des actifs financiers reclassés en prêts et créances	(3 263)	(2 378)	(2 352)
c) Gains ou pertes latents ou différés des actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés	(215)	(238)	(749)
d) Autres réserves	(1 225)	(1 712)	(889)
Fonds propres du groupe	6 945	(2 018)	(2 818)
XX. Participation ne donnant pas le contrôle	1 816	1 698	497
Fonds propres totaux	8 761	(320)	(2 321)
Total du passif	517 747	412 759	411 162

Les notes de la page 29 à 39 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

DEXIA – COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ		
<i>en millions d'EUR</i>	30/06/11 ⁽¹⁾	30/06/12
I. Produits d'intérêts	11 009	9 317
II. Charges d'intérêts	(10 949)	(9 672)
III. Dividendes	4	1
IV. Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le résultat	(84)	(116)
V. Résultat net sur investissements	(3 733)	(330)
VI. Honoraires et commissions perçus	118	68
VII. Honoraires et commissions versés	(64)	(71)
VIII. Autres résultats nets d'exploitation ⁽²⁾	5	83
Revenus	(3 694)	(720)
IX. Frais de personnel	(199)	(173)
X. Frais généraux et administratifs ⁽²⁾	(7)	(114)
XI. Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	(24)	(24)
Coûts	(230)	(311)
Résultat brut d'exploitation	(3 924)	(1 031)
XII. Dépréciation de prêts et provisions pour engagements de crédit	(110)	(35)
XIII. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	(5)	(6)
XIV. Dépréciation d'écarts d'acquisition	(143)	0
XV. Provisions pour litiges juridiques	(3)	(5)
Résultat net avant impôts des activités poursuivies	(4 185)	(1 077)
XVI. Charges d'impôts	17	(8)
Résultat net des activités poursuivies	(4 168)	(1 085)
XVII. Résultat net des activités abandonnées	241	(100)
Résultat net	(3 927)	(1 185)
Part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	36	(19)
Part du résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	(3 963)	(1 166)
Résultat net des activités poursuivies	(4 168)	(1 085)
Part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	31	(23)
Part du résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	(4 199)	(1 062)
<i>en EUR</i>		
Résultat par action		
- de base	(2,03) ⁽³⁾	(0,60)
- dilué	(2,03) ⁽³⁾	(0,60)
Résultat par action des activités poursuivies		
- de base	(2,15)	(0,55)
- dilué	(2,15)	(0,55)

(1) En raison de l'annonce de la restructuration du groupe, conformément à IFRS 5, l'information comparative des activités abandonnées est présentée distinctement.

(2) Au 30 juin 2011, la refacturation des frais encourus par DTS pour prestations de services aux filiales du groupe (essentiellement Belfius) était présentée en « Frais généraux et administratifs » tandis qu'au 30 juin 2012, cette refacturation à des sociétés, désormais hors groupe, est présentée en « Autres résultats net d'exploitation ».

(3) Les chiffres au 30 juin 2011 ont été recalculés pour prendre en considération l'émission d'actions nouvelles attribuées aux actionnaires à titre gratuit (actions de bonus).

Les notes de la page 29 à 39 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

DEXIA – VARIATION DES FONDS PROPRES CONSOLIDÉS

FONDS PROPRES DE BASE <i>en millions d'EUR</i>	Capital souscrit	Primes d'émission et d'apport	Actions propres	Réserves et report à nouveau	Résultat net de la période	Fonds propres de base	
Au 31 décembre 2010	8 442	13 618	(21)	(3 548)	723	19 214	
<i>Mouvements de la période</i>							
- Activités de trading sur actions propres			1	(1)		0	
- Transfert aux réserves	(3 824)	31		4 516	(723)	0	
- Autres mouvements				(1)	0	(1)	
- Résultat net de la période					(3 963)	(3 963)	
Au 30 juin 2011	4 618	13 649	(20)	966	(3 963)	15 250	
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS							
	Gains ou pertes latents ou différés						
<i>en millions d'EUR</i>	Des actifs non courants destinés à être cédés	Variation de juste valeur des titres disponibles à la vente, nette d'impôts	Ajustement de juste valeur « gelée » des actifs financiers reclassés en prêts et créances, net d'impôts	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie, nette d'impôts	Entreprises associées	Écarts de conversion	Gains ou pertes latents ou différés – part du groupe
Au 31 décembre 2010	0	(3 927)	(5 320)	(661)	0	(361)	(10 269)
<i>Mouvements de la période</i>							
- Variation par les réserves de la juste valeur des titres	(21)	(8)					(29)
- Décomptabilisation d'impôts différés actifs		(38)	(76)	3			(111)
- Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de dépréciations		237	27				264
- Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de leur vente		(33)	159				126
- Amortissement de la juste valeur « gelée » sur le portefeuille reclassé en application de la révision de IAS39			219				219
- Variation par les réserves de la juste valeur des instruments dérivés				106			106
- Variation rapportée au résultat de la juste valeur des instruments dérivés				4			4
- Transferts	(1 669)	182	1 484	3			0
- Transferts en résultat de la juste valeur à la suite de la mise à valeur de marché	1 474						1 474
- Variation des gains ou pertes latents ou différés des entreprises associées					(4)		(4)
- Écarts de conversion	1	(23)	244	37		(335)	(76)
- Variation du périmètre de consolidation		8				(17)	(9)
Au 30 juin 2011	(215)	(3 602)	(3 263)	(508)	(4)	(713)	(8 305)
PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE							
<i>en millions d'EUR</i>				Fonds propres de base	Gains ou pertes latents ou différés	Participations ne donnant pas le contrôle	
Au 31 décembre 2010				1 858	(75)	1 783	
<i>Mouvements de la période</i>							
- Émission de capital				7		7	
- Dividendes				(8)		(8)	
- Résultat net de la période				36		36	
- Variation de la juste valeur par les réserves					10	10	
- Écarts de conversion					(3)	(3)	
- Variation du périmètre de consolidation				(11)	2	(9)	
Au 30 juin 2011				1 882	(66)	1 816	
Fonds propres de base						15 250	
Gains ou pertes latents ou différés attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère						(8 305)	
Participation ne donnant pas le contrôle						1 816	
FONDS PROPRES TOTAUX au 30 juin 2011						8 761	

Les notes de la page 29 à 39 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

DEXIA – VARIATION DES FONDS PROPRES CONSOLIDÉS							
FONDS PROPRES DE BASE							
<i>en millions d'EUR</i>							
Au 31 décembre 2011	4 618	13 649	(4)	965	(11 639)	7 589	
<i>Mouvements de la période</i>							
- Transfert aux réserves ⁽¹⁾	(4 118)	(11 749)		4 228	11 639	0	
- Autres mouvements ⁽²⁾				525		525	
- Résultat net de la période					(1 166)	(1 166)	
Au 30 juin 2012	500	1 900	(4)	5 718	(1 166)	6 948	
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS							
<i>en millions d'EUR</i>							
	Gains ou pertes latents ou différés						
	Des actifs non courants destinés à être cédés	Variation de juste valeur des titres disponibles à la vente, nette d'impôts	Ajustement de juste valeur « gelée » des actifs financiers reclassés en prêts et créances, net d'impôts	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie, nette d'impôts	Entreprises associées	Écarts de conversion	Gains ou pertes latents ou différés – part du groupe
Au 31 décembre 2011	(238)	(5 279)	(2 378)	(879)	0	(833)	(9 607)
<i>Mouvements de la période</i>							
- Variation par les réserves de la juste valeur des titres	(6)	211			(2)		203
- Décomptabilisation d'impôts différés actifs	(3)	(577)	(20)	(73)			(673)
- Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de leur vente		(36)	14				(22)
- Amortissement de la juste valeur « gelée » sur le portefeuille reclassé en application de la révision de IAS39			57				57
- Variation par les réserves de la juste valeur des instruments dérivés				46			46
- Variation rapportée au résultat de la juste valeur des instruments dérivés				(1)			(1)
- Transferts	(502)	(86)		(3)	2	589	0
- Écarts de conversion	0	(9)	(25)	(11)		276	231
Au 30 juin 2012	(749)	(5 776)	(2 352)	(921)	0	32	(9 766)
PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE					Fonds propres de base	Gains ou pertes latents ou différés	Participations ne donnant pas le contrôle
<i>en millions d'EUR</i>							
Au 31 décembre 2011					1 819	(121)	1 698
<i>Mouvements de la période</i>							
- Dividendes					(7)		(7)
- Résultat net de la période					(19)		(19)
- Variation de la juste valeur par les réserves						3	3
- Amortissement de la juste valeur « gelée » sur le portefeuille reclassé en application de la révision de IAS39						1	1
- Décomptabilisation d'impôts différés actifs						(35)	(35)
- Écarts de conversion						(2)	(2)
- Autres ⁽³⁾					(1 142)		(1 142)
Au 30 juin 2012					651	(154)	497
Fonds propres de base							6 948
Gains ou pertes latents ou différés attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère							(9 766)
Participation ne donnant pas le contrôle							497
FONDS PROPRES TOTAUX au 30 juin 2012							(2 321)

(1) L'assemblée générale extraordinaire du 9 mai 2012 a décidé de réduire le capital de EUR 4 118 millions à EUR 500 millions par apurement à due concurrence d'une partie de la perte reportée telle qu'elle figure dans les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2011 et de réduire la prime d'émission de EUR 11 749 millions à EUR 1 900 millions par apurement à due concurrence du solde de la perte reportée, telle qu'elle figure dans les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2011.

(2) Ce montant représente l'impact des rachats des titres perpétuels subordonnés non cumulatifs qui avaient été émis par Dexia Crédit Local (DCL) et par Dexia Funding Luxembourg (DFL), fusionnée avec Dexia SA. DCL a dégagé une plus-value de EUR 486 millions nets de frais à la suite du rachat de 92 % de l'encours de ses Titres Super Subordonnés émis le 18 novembre 2005, au prix de 24 % (exprimé en pourcentage du nominal). Les titres étaient repris dans les fonds propres, en participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires). La plus-value a été comptabilisée dans les fonds propres part du groupe conformément aux normes IFRS. Dexia a acheté les titres DFL (91,84 % de l'encours) que Belfius (alors DBB) avait acquis dans le cadre de l'offre publique d'achat qu'elle avait lancée le 20 février 2012. A la suite de la fusion de Dexia et de DFL au 1^{er} janvier 2012, les titres toujours détenus par les investisseurs (EUR 38 millions) sont comptabilisés en fonds propres part du groupe et non plus en participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires). (voir également la note 5. Evénements postérieurs à la clôture du Rapport annuel Dexia 2011).

(3) Dexia Crédit Local a racheté EUR 644 millions de son émission de titres super subordonnés à durée indéterminée (ISIN FR0010251421) et, en raison de la fusion de Dexia Funding Luxembourg avec Dexia SA, les instruments Dexia Funding Luxembourg Perpetual Non-cumulative Guaranteed Securities (ISIN XS0273230572) (EUR -498 millions) doivent être reconnus en fonds propres de base, part du groupe.

Les notes de la page 29 à 39 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

DEXIA – ÉTAT CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT GLOBAL						
en millions d'EUR	30/06/11			30/06/12		
	Montant brut	Impôts	Montant net	Montant brut	Impôts	Montant net
Résultat comptabilisé dans le compte de résultats			(3 927)			(1 185)
Gains (pertes) latents ou différés sur investissements financiers disponibles à la vente	465	(127)	338	100	(633)	(533)
Ajustement de juste valeur «gelée» des actifs financiers reclassés en prêts et créances	2 307	(248)	2 059	41	(15)	26
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	183	(30)	153	47	(85)	(38)
Ecarts de conversion	(358)		(358)	865		865
Gains (pertes) latents ou différés des entreprises associées	(4)		(4)			
Gains (pertes) latents ou différés des activités destinées à être cédées	(242)	27	(215)	(456)	(56)	(512)
Gains (pertes) latents ou différés	2 351	(378)	1 973	597	(789)	(192)
Résultat global total			(1 954)			(1 378)
Part attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère			(1 999)			(1 326)
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle			45			(52)
Résultat global total des activités poursuivies						(1 515)
Part attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère						(1 460)
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle						(55)

Les notes de la page 29 à 39 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

DEXIA – TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ		
<i>en millions d'EUR</i>	30/06/11	30/06/12
Flux de trésorerie des activités opérationnelles		
Résultat net après taxes	(3 927)	(1 185)
<i>Ajustements pour :</i>		
- Corrections de valeur, amortissements et autres dépréciations	324	401
- Dépréciations sur obligations, actions, prêts et autres actifs	52	104
- Gains ou pertes nets sur investissements	(12)	45
- Charges pour provisions (principalement activité d'assurance)	1 057	(11)
- Pertes et profits non réalisés	2 656 ⁽¹⁾	4
- Revenus des entreprises associées	(5)	0
- Dividendes des entreprises associées	2	0
- Impôts différés	(112)	(241)
Variation des actifs et des dettes opérationnels	1 039	(666)
Flux net de trésorerie généré (consommé) par les activités opérationnelles	1 074	(1 549)
Flux de trésorerie des activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(316)	(104)
Ventes d'immobilisations	63	20
Acquisitions d'actions non consolidées	(378)	(30)
Ventes d'actions non consolidées	406	33
Acquisitions de filiales et d'unités d'exploitation	0	(1)
Ventes de filiales et d'unités d'exploitation	(49)	0
Flux net de trésorerie généré (consommé) par les activités d'investissement	(274)	(82)
Flux de trésorerie des activités de financement		
Émission de nouvelles actions	5	0
Remboursement de fonds propres	0	(158) ⁽²⁾
Émission de dettes subordonnées	0	4
Remboursement de dettes subordonnées	(268)	(314)
Dividendes payés	(8)	(7)
Flux net de trésorerie généré (consommé) par les activités de financement	(271)	(475)
Liquidités nettes dégagées	529	(2 106)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	14 724	20 322
Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles	1 074	(1 549)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(274)	(82)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(271)	(475)
Effet de la variation des taux de change et du périmètre de consolidation sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(381)	263
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	14 872	18 479
Information complémentaire		
Impôt payé	(96)	(95)
Dividendes reçus	61	4
Intérêts perçus	25 540	13 338
Intérêts payés	(24 596)	(12 603)

(1) Ce montant comprend EUR 2 639 millions en raison du transfert de certains actifs en "Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés" (IFRS 5).

(2) Impact de l'offre de rachat sur EUR 700 millions de titres hybrides Tier 1 de Dexia Crédit Local.

Les notes de la page 29 à 39 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

NOTE I. RÈGLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION DES COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

INFORMATION GÉNÉRALE

Dexia est un groupe bancaire européen qui, jusqu'en 2011, a exercé ses activités principalement en Belgique, au Luxembourg, en France et en Turquie dans les domaines de la banque de détail et commerciale, de l'offre de prêts et de services au secteur public, de la gestion d'actifs et des services aux investisseurs.

A la suite de l'aggravation de la crise souveraine au sein de la zone euro et, plus généralement, du durcissement de l'environnement macro-économique, Dexia a été confronté à un regain de tension sur sa liquidité au cours de l'été 2011. Dans ce contexte, le groupe a engagé, dès octobre 2011, de profondes modifications de sa structure, comprenant :

- la mise en place d'un programme de garantie temporaire de ses financements par les États belge, français et luxembourgeois ;
- la vente de Dexia Banque Belgique (désormais Belfius Banque et Assurances) à l'État belge, finalisée le 20 octobre 2011 ;
- un protocole d'intentions avec la Caisse des Dépôts, La Banque Postale et l'État français dans le domaine du financement des collectivités locales françaises ;
- le projet de cession de certaines filiales opérationnelles du groupe, notamment Dexia Banque Internationale à Luxembourg (désormais Banque Internationale à Luxembourg), DenizBank, Dexia Asset Management et RBC Dexia Investor Services.

L'ensemble de ces mesures ainsi qu'une garantie définitive de liquidité font partie d'un nouveau plan que les États ont soumis à la Commission européenne fin mars 2012.

La mise en œuvre de ces nouvelles mesures aura un impact important sur le profil du groupe à l'avenir. Ainsi, depuis la vente de Dexia Banque Belgique en octobre 2011, le groupe n'a plus d'activité commerciale significative en Belgique.

L'année 2012 est rythmée par la mise en œuvre du plan de cession dont le déroulement est en ligne avec les objectifs que s'est fixé le groupe. Dexia poursuit activement le dénouement des liens subsistant entre le groupe et Belfius Banque et Assurance et des accords de cession ont été signés le 4 avril 2012, prévoyant la vente par le groupe Dexia de sa participation de 99,906% dans banque Internationale à Luxembourg à Precision Capital et au Grand-Duché de Luxembourg. La transaction devrait être finalisée au 3^e trimestre de 2012. Le 3 avril 2012, Dexia a également signé un accord de cession avec la Banque Royale du Canada pour la vente de sa participation de 50% dans RBC Dexia Investor

Services. Cette cession a été finalisée le 27 juillet. Enfin, le 8 juin 2012, Dexia a signé un accord de cession avec Sberbank pour la vente de sa participation de 99,85% dans DenizBank. La transaction devrait être finalisée au 4^e trimestre de 2012. Enfin, suite à la signature par l'Etat français, la Caisse des dépôts et la Banque Postale d'un protocole d'intentions avec Dexia le 16 mars 2012, les discussions se poursuivent entre les parties pour mener à bien, dans les meilleures conditions, la mise en œuvre d'un nouveau dispositif pour le financement du secteur public local en France.

À l'issue des cessions envisagées, le périmètre du groupe Dexia sera composé des filiales internationales en charge des services au secteur public local, ainsi que d'un portefeuille d'actifs géré en extinction.

Dexia SA, la société mère du groupe, est une société anonyme de droit belge dont l'action est cotée sur Euronext Bruxelles et Paris et à la bourse de Luxembourg. Son siège social est situé Place Rogier 11, B - 1210 Bruxelles (Belgique).

Les présents états financiers consolidés résumés ont été approuvés en vue de leur publication par le conseil d'administration en date du 2 août 2012.

PRINCIPES COMPTABLES

Les principales règles et méthodes comptables adoptées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés sont décrites ci-après.

Les abréviations communément utilisées sont les suivantes :

- IASB : International Accounting Standards Board (conseil des normes comptables internationales)
- IFRIC : International Financial Reporting Interpretations Committee (comité des interprétations des normes internationales d'information financière)
- IFRS : International Financial Reporting Standards (normes internationales d'information financière)

1. Règles comptables de base

Les états financiers consolidés résumés de Dexia ont été établis en respectant l'ensemble des normes IFRS adoptées par la Commission européenne jusqu'au 30 juin 2012.

Les comptes intermédiaires ont été établis selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'élaboration des états financiers de l'exercice 2011.

Pour l'établissement et la présentation de ses comptes intermédiaires, Dexia applique en particulier la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui prévoit la publication d'états financiers résumés et que les évaluations effectuées pour les besoins de l'information intermédiaire soient faites sur une base cumulée depuis le début de la période annuelle jusqu'à la date intermédiaire.

Les états financiers consolidés résumés à fin juin 2012 de Dexia ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation, ce qui repose sur un certain nombre d'hypothèses structurantes qui ont été étayées par un plan d'affaires validé par le conseil d'administration du groupe. Ces dernières sont les mêmes que celles utilisées pour les états financiers annuels 2011. Pour mémoire, elles reposent notamment sur :

- l'approbation par la Commission européenne d'un plan comprenant notamment une garantie des États belge, français et luxembourgeois ;
- l'octroi par les États belge, français et luxembourgeois d'une garantie d'un montant de EUR 90 milliards dont le principe a été annoncé en octobre 2011 et reflété dans les législations d'habilitation adoptées par les États belge, français et luxembourgeois. Par ailleurs, aux termes de l'article 15(f) de la Convention de garantie autonome conclue le 16 décembre 2011 entre les États belge, français et luxembourgeois, Dexia SA, Dexia Crédit Local et les États se sont engagés à négocier de bonne foi le renouvellement de la convention de garantie, qui pourrait prévoir une augmentation du plafond global de la garantie à EUR 90 milliards ;
- une rémunération de la garantie des États dont le montant sera soit suffisamment faible pour permettre à Dexia SA de générer un résultat positif, soit affecté à un renforcement des fonds propres de Dexia SA. La rémunération payée au titre de la garantie sera l'un des éléments significatifs de nature à influencer la profitabilité du groupe ; et
- le soutien des États au regard de la situation de liquidité du groupe au titre des garanties accordées afin de mener à bien les profondes mesures de restructuration annoncées en octobre 2011.

En l'absence de mesures complémentaires correctrices, la non-matérialisation de l'une ou plusieurs de ces hypothèses pourrait avoir un impact sur la situation de continuité d'exploitation de Dexia SA et engendrer des tensions sur la situation de liquidité et de solvabilité du groupe. Ces hypothèses reposent sur un certain nombre de facteurs exogènes qui ne sont pas du ressort de Dexia. Leur réalisation demeure

donc incertaine et dépend, entre autres facteurs, de la décision de la Commission européenne.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés résumés, la direction est amenée à faire des hypothèses et des estimations qui ont un impact sur les chiffres publiés. Pour réaliser ces estimations et hypothèses, la direction utilise l'information disponible à la date de préparation des états financiers et exerce son jugement. Bien que la direction estime avoir utilisé toutes les informations à sa disposition lors de l'établissement de ces hypothèses, les chiffres réels peuvent différer des chiffres estimés et ces différences peuvent provoquer des impacts significatifs sur les états financiers

Des jugements sont effectués principalement dans les domaines suivants :

- Classification des instruments financiers dans les catégories « Prêts et créances », « Détenus jusqu'à l'échéance », « Disponibles à la vente », « Détenus à des fins de transaction » et « Désignés à la juste valeur par résultat sur option » selon les caractéristiques de l'instrument et l'intention de gestion de Dexia ;
- Les instruments financiers dont les prix de marché cotés sur un marché actif ne sont pas disponibles sont valorisés à partir de techniques de valorisation. La détermination de l'existence ou non d'un marché actif est basé sur des critères tels que le volume de transaction, la liquidité du marché, l'écart achat-vente,... ;
- Détermination de la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur à partir de techniques de valorisation ;
- Détermination de l'existence d'un contrôle sur une entité acquise par Dexia, y compris une entité ad hoc ;
- Identification des actifs non courants destinés à être cédés et des activités abandonnées (IFRS 5) ;
- Désignation d'un instrument dérivé en tant qu'instrument de couverture ;
- Existence d'une obligation présente avec des sorties de flux probables dans le cas d'un litige ;
- Identification des critères de déclenchement de dépréciation ;

Des estimations sont effectuées principalement dans les domaines suivants :

- Détermination du montant recouvrable des actifs financiers dépréciés et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs non courants destinés à être cédés et des activités abandonnées ;
- Evaluation de l'efficacité de la couverture dans les relations de couverture ;
- Détermination des corrections de valeur de marché de manière à ajuster la valeur de marché et l'incertitude du modèle ;

- Détermination de la durée d'utilité et de la valeur résiduelle des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et des immobilisations incorporelles ;
- Hypothèses actuarielles relatives à l'évaluation des obligations liées aux avantages du personnel et aux actifs des plans de pension ;
- Estimation des profits futurs taxables pour la comptabilisation et l'évaluation d'impôts différés actifs ;
- Estimation du montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie pour la dépréciation de l'écart d'acquisition.

Nous attirons l'attention sur les points repris dans la note VII. « Souverains – Exposition directe » et dans la note VIII. « Principaux groupes destinés à être cédés » qui incluent des jugements et estimations ayant un impact significatif sur les états financiers consolidés au 30 juin 2012.

Les états financiers consolidés résumés sont présentés en millions d'euros (EUR), sauf mention contraire.

2. Changements dans les principes comptables intervenus depuis la dernière publication annuelle, qui peuvent impacter le groupe dexia

2.1. Textes de l'IASB et de l'IFRIC adoptés par la Commission européenne et appliqués au 1^{er} janvier 2012

- Amendement à IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir – Transferts d'actifs financiers ». L'impact de cet amendement sur les états financiers de Dexia se rapporte aux informations à fournir en annexe.

2.2. Textes de l'IASB et de l'IFRIC adoptés par la Commission européenne durant l'année en cours mais pas encore applicables au 1^{er} janvier 2012

- Amendement à IAS 19 « Avantages du personnel ». Modifie principalement la comptabilisation et l'évaluation des régimes de retraite à prestations définies (avec notamment la suppression du mécanisme du « corridor ») et améliore les informations à fournir en annexes aux états financiers relatives à ces régimes. Cet amendement sera applicable à partir du 1^{er} janvier 2013. Dexia n'envisage pas un impact significatif de cette norme sur ses états financiers compte tenu de l'impact limité des régimes à prestations définies au niveau du groupe Dexia.
- Amendement à IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global ». Clarifie les dispositions sur la présentation de l'état du résultat global et introduit une présentation des autres éléments du résultat global, en distinguant ceux qui sont recyclables ou non. Cet amendement sera applicable à partir du 1^{er} janvier 2013 et impactera la présentation des gains (pertes) latents ou différés de Dexia.

2.3. Nouvelles normes IFRS, interprétations IFRIC et amendements publiés durant l'année en cours mais pas encore adoptés par la Commission européenne

- Amendement à IFRS 1 « Prêts gouvernementaux » (publié par l'IASB en mars 2012). Cet amendement sera applicable à partir du 1^{er} janvier 2013 et n'impactera pas les états financiers de Dexia qui n'est plus un premier adoptant.
- « Améliorations annuelles – Cycle 2009-2011 » (publié par l'IASB en mai 2012), qui sont une série d'amendements aux normes IFRS existantes. Ces amendements seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2013. Dexia n'envisage pas d'impacts significatifs de ces amendements sur ses états financiers car ces derniers ne constituent que des ajustements mineurs de certaines normes IFRS.
- Amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 « Etats financiers consolidés, Accords conjoints, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités : Dispositions transitoires » (publiés par l'IASB en juin 2012). Ces amendements seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2013 et leurs impacts sur les états financiers de Dexia sont en cours d'analyse.

NOTE II. CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

AU 30 JUIN 2011

Dexia banka Slovensko (DBS) est sortie du périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2011 en raison de la finalisation de sa vente au groupe d'investissement d'Europe centrale Penta Investments.

L'impact de la vente de DBS ainsi que la reprise de provision relative au litige avec Ritro Finance ont été reconnus en 4T 2010.

L'impact final de la transaction sur les comptes de Dexia sera évalué lorsque le jugement final concernant le litige avec Ritro Finance aura été rendu.

AU 30 JUIN 2012

Néant

NOTE III. ANALYSE PAR SEGMENT

Un segment est un ensemble identifiable d'activités de Dexia qui, soit fournit des produits ou services donnés (secteur d'activités), soit fournit des produits ou services donnés dans un environnement économique donné (secteur géographique), qui est sujet à des risques et à des avantages économiques différents de ceux d'un autre secteur. Les secteurs dont la majorité des produits proviennent de ventes à des clients externes et dont le produit net bancaire, le résultat ou les actifs représentent au moins 10 % du total constituent des secteurs présentés séparément.

Conformément à la décision de la Commission européenne, Dexia classe ses portefeuilles en run-off dans la division Legacy Portfolio Management à côté de la division Core. La division Core se compose des métiers Banque de détail et commerciale (RCB), Public and Wholesale Banking (PWB), Asset Management and Services (AMS) et Group Center.

La division Legacy Portfolio Management est reprise au bilan dans une division séparée qualifiée de non stratégique, avec un financement qui lui est clairement alloué. Le financement garanti par les États est attribué à cette division. Il en résulte que la division Core n'est pas impactée par le coût du financement garanti par les États.

Les intérêts sur fonds propres alloués par le Group Center aux métiers sont calculés sur le nouveau concept de fonds propres alloués :

- (i) sur les segments de la division Core, les fonds propres alloués sont égaux aux fonds propres économiques;
- (ii) sur les segments de la division Legacy, les fonds propres alloués sont égaux aux fonds propres normatifs soit 12,5% du volume pondéré des risques.

Les revenus des capitaux alloués mesurent la performance de chacun des métiers.

En raison de la restructuration du groupe et de l'application de la norme IFRS 5 qui s'ensuit, les groupes d'actifs destinés à la vente et les activités abandonnées sont présentés dans une ligne distincte du bilan et du compte de résultats. L'analyse par segments sera revue lorsque la restructuration du groupe aura abouti.

ANALYSE PAR SEGMENTS				
en millions d'EUR	31/12/11		30/06/12	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Division Core	224 723	293 079	206 021	281 499
Banque de détail et commerciale	12 654	10 872	0	0
Public and Wholesale Banking	115 974	6 861	109 178	8 578
Asset Management and Services	0	0	0	0
<i>Asset Management</i>	0	0	0	0
<i>Services aux investisseurs</i>	0	0	0	0
<i>Assurances</i>	0	0	0	0
Group Center	96 095	275 346	96 842	272 920
Division Legacy Portfolio Management	77 677	3 650	72 472	3 264
Groupe destinés à être cédés	110 359	116 350	132 670	128 721
Fonds propres totaux		(320)		(2 321)
Total	412 759	412 759	411 162	411 162

Certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis

ANALYSE PAR SEGMENTS			
en millions d'EUR	Produit net	dont marge d'intérêts	Résultat net avant impôts des activités poursuivies
Au 30 juin 2011⁽¹⁾			
Division Core	56	104	(240)
Banque de détail et commerciale	0	0	(9)
Public and Wholesale Banking	137	19	(18)
Asset Management and Services	0	0	(3)
<i>Asset Management</i>	0	0	
<i>Services aux investisseurs</i>	0	0	
<i>Assurances</i>	0	0	(3)
Group Center	(81)	84	(210)
Division Legacy Portfolio Management	(3 749)	(44)	(3 945)
Total	(3 694)	60	(4 185)
Résultat net avant impôts des activités poursuivies			(4 185)
Impôts			17
Résultat net des activités abandonnées			241
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle			(36)
Résultat net – part du groupe			(3 963)

Certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis.

(1) Les chiffres au 30 juin 2011 ont été revus conformément à l'application de la norme IFRS 5.

ANALYSE PAR SEGMENTS			
<i>en millions d'EUR</i>	Produit net	dont marge d'intérêts	Résultat net avant impôts des activités poursuivies
Au 30 juin 2012			
Division Core	(236)	(205)	(529)
Banque de détail et commerciale	0	0	(10)
Public and Wholesale Banking	48	(41)	(125)
Asset Management and Services	0	0	(3)
<i>Asset Management</i>	0	0	
<i>Services aux investisseurs</i>	0	0	(1)
<i>Assurances</i>	0	0	(3)
Group Center	(284)	(164)	(390)
Division Legacy Portfolio Management	(484)	(150)	(548)
Total	(720)	(355)	(1 077)
Résultat net avant impôts des activités poursuivies			(1 077)
Impôts			(8)
Résultat net des activités abandonnées			(100)
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle			19
Résultat net – part du groupe			(1 166)

Certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis.

Les relations entre les lignes de produits et plus particulièrement entre les lignes de produits commerciales, les marchés financiers et les centres de production et de service font l'objet de rétrocessions et/ou de transferts analytiques, établis selon les conditions de marché. Le résultat de chaque ligne de produits inclut également :

- les rétributions de la marge commerciale de transformation, y compris les coûts de la gestion de cette transformation et les fonds propres alloués à cette activité sur la base de l'encours à moyen et à long terme;

- l'intérêt sur le capital économique : le capital économique est alloué aux lignes de produits commerciales pour des besoins internes et le retour sur la capital économique est utilisé pour mesurer la performance de chaque ligne commerciale;
- le coût du financement.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont allouées au segment "Group Center" sauf si elles sont directement gérées par une ligne de produits commerciale ou financière.

NOTE IV. TAUX DE CHANGE

TAUX DE CHANGE						
		Taux de clôture			Taux moyen	
		30/06/11	31/12/11	30/06/12	30/06/11	30/06/12
Dollar canadien	CAD	1,3960	1,3220	1,2934	1,3832	1,3074
Livre turque	TRY	2,3397	2,4531	2,2742	2,2405	2,3213
Dollar US	USD	1,4492	1,2978	1,2685	1,4237	1,3017

NOTE V. ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS REPRIS DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS

Les montants détaillés concernent des opérations significatives et / ou inhabituelles. Il s'agit de montants cumulés, avant taxes.

Le 8 juin 2012, Dexia a signé avec Sberbank le contrat de cession de sa participation de 99,85 % dans DenizBank. La transaction porte sur le groupe DenizBank et l'ensemble de ses filiales en Turquie, en Autriche et en Russie.

Le prix attendu à l'issue du processus compétitif s'élève à TRY 6 469 millions. Le prix sera ajusté au closing de la transaction afin de prendre en compte l'évolution de l'actif net de DenizBank, calculé selon les normes IFRS, entre le 31 décembre 2011 et la date de closing.

En conséquence, au 30 juin 2012, le résultat du groupe DenizBank est présenté en résultat des activités abandonnées, sur une ligne distincte du compte de résultats, avec le résultat des entités déjà qualifiées d'activités abandonnées au 31 décembre 2011 et dont la vente n'est pas encore finalisée (Dexia BIL – hors certains portefeuilles et participations exclus –, Dexia Asset Management, RBC Dexia cédé post clôture et Dexia Municipal Agency).

Le « résultat net des activités abandonnées » reprend la contribution au résultat des entités mises en vente ainsi que l'impact de leur évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Une perte de respectivement EUR -203 millions, EUR -198 millions, et EUR -53 millions a été reconnue sur Dexia BIL, DenizBank et Dexia Municipal Agency.

Le résultat des activités poursuivies a été impacté par les éléments importants suivants :

- Le plan d'échange négocié entre l'Etat grec et les créanciers privés a donné lieu à un échange des dettes souveraines au 1^{er} semestre. L'impact final avant impôt des reprises de dépréciations nettes des pertes constatées est de EUR 24 millions et se positionne en marge

d'intérêts pour EUR 1,6 million, en IV. *Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le résultat* pour EUR -8,7 millions, en V. *Résultat net sur investissements* pour EUR 16,8 millions et en XII. *Dépréciation de prêts et provisions pour engagements de crédit* pour EUR 14,1 millions ;

- Dexia Crédit Local a constaté une perte de EUR -151,6 millions sur les titres de capital participatif de Kommunalkredit Austria Finanz, suite à la décision de l'assemblée générale de Kommunalkredit Austria Finanz, datée du 25 avril 2012, d'annuler son capital participatif. Dexia Crédit Local conteste cette décision de l'assemblée générale et prend toutes les mesures requises pour défendre ses droits.

Les parts préférentielles de Kommunalkredit Austria (EUR 48 millions), reçues dans le cadre de la restructuration du groupe Kommunalkredit Austria en 2009 ont par ailleurs fait l'objet d'une dépréciation de EUR -32 millions sur l'exercice en V. *Résultat net sur investissements* ;

- Le coût de la garantie des Etats accordée par des Etats au financement de Dexia est reprise pour EUR -263 millions en II. *Charges d'intérêts*. Fin juin 2012, le montant garanti par les Etats belge, français et luxembourgeois a été porté de EUR 45 milliards à EUR 55 milliards. La commission de mise en place de EUR -50 millions figure en VII. *Commissions et honoraires payés*.
- Le recours à la ligne ELA pèse pour EUR -187 millions en II. *Charges d'intérêts* ;
- l'allègement du bilan de EUR 3 milliards en prêts et titres s'est soldé par des pertes de EUR -189 millions comptabilisées en V. *Résultat net sur investissements* ;
- dans le cadre de la vente de RBCD, Dexia et Royal Bank of Canada ont procédé à des échanges de titres : Dexia a racheté EUR 1,4 milliard de ses propres dettes (essentiellement sécurisées) contre un portefeuille de titres (essentiellement des student loans et des titres bancaires américains). Le résultat de cette opération s'est élevé à EUR -73 millions en V. *Résultat net sur investissements*.

NOTE VI. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le 6 juillet 2012, en application d'une convention contractuelle datant de 2001, Banco Sabadell a informé Dexia de son intention d'exercer son option de vente à Dexia Crédit Local de sa participation de 40 % dans Dexia Sabadell. A l'issue de ce processus, Dexia détiendrait 100 % de Dexia Sabadell.

Dexia a bien pris note de la décision de Banco Sabadell. Cette décision constitue le point de départ d'un processus réglé par le contrat en vigueur et qui doit par ailleurs être apprécié dans le cadre plus large du processus de résolution ordonnée soumis à la Commission européenne.

Dans les comptes au 30 juin 2012, le traitement de la participation ne donnant pas le contrôle dans Dexia Sabadell n'a pas été modifié. Il pourrait être revu lorsque le prix d'exercice de l'option de vente sera connu.

Le 25 juillet, la Commission européenne a autorisé la vente de Dexia BIL estimant que l'opération s'était faite à un prix conforme aux conditions de marché : la Commission a conclu que « la vente de Dexia BIL n'a entraîné aucun avantage économique financé au moyen de ressources de l'Etat, que ce soit pour Dexia BIL ou pour le groupe Dexia. En

particulier, le prix de vente de 730 millions d'euros est conforme au marché et reflète la valeur véritable de la société vendue. »

Le 27 juillet, Dexia a annoncé la finalisation de la cession de la participation de 50% de Banque Internationale à Luxembourg dans RBC Dexia Investor Services à la Banque Royale du Canada.

RBC Dexia Investor Services avait initialement été créée sous la forme d'une co-entreprise détenue à parité par Dexia et la Banque Royale du Canada.

Cette cession s'inscrit dans le processus de désinvestissement validé par le conseil d'administration de Dexia en octobre 2011. L'approbation de l'ensemble des autorités réglementaires et de la Commission européenne a été obtenue préalablement à la finalisation de la cession.

Comme indiqué lors de la signature de l'accord de cession le 3 avril 2012, le prix pour la participation de Dexia dans RBC Dexia Investor Services s'élève à EUR 837,5 millions. La plus-value de cession n'est pas significative et sera communiquée par le groupe lors de la publication des résultats du troisième trimestre 2012. Cette cession n'aura pas d'impact significatif sur la solvabilité ni sur la liquidité du groupe.

NOTE VII. SOUVERAINS – EXPOSITION DIRECTE

en millions d'EUR	Grèce		Italie		Portugal		Espagne	
	AFS ⁽²⁾	AFS ⁽²⁾	L&R ⁽³⁾	AFS ⁽²⁾	L&R ⁽³⁾	AFS ⁽²⁾	L&R ⁽³⁾	
Valeur comptable avant ajustement de juste valeur ⁽¹⁾	211	4 171	6 567	1 815	45	470	19	
Composante taux de la juste valeur (couverte)		1 686	799	667	21	15	11	
Autres composants de la juste valeur (non couverts)	(99)	(1 896)	(4)	(1 283)		(67)		
Valeur bilantaire	112	3 960	7 362	1 199	66	417	30	
Réserve disponible à la vente (montant brut)	(99)	(1 896)	(4)	(1 283)		(67)		
Impôts différés		21		4				
Réserve disponible à la vente (montant net)	(99)	(1 875)	(4)	(1 278)		(67)		

(1) Valeur d'acquisition, intérêts courus et surcote/décote.

(2) AFS: investissements disponibles à la vente.

(3) L&R: prêts et créances; HTM: investissements détenus jusqu'à leur échéance.

Dexia a vendu à des clients des CDS sur l'État italien pour un montant de EUR 803 millions. Cette position a été inversée sur le marché. Nous renvoyons ici au rapport de gestion, page 14, où est présentée l'exposition du groupe Dexia par région géographique.

NOTE VIII. PRINCIPAUX GROUPES DESTINÉS A ÊTRE CÉDÉS

	Dexia BIL ⁽¹⁾	RBC-DIS	Dexia Asset Management	Dexia Municipal Agency	DenizBank
Fonds propres de base (y compris l'écart d'acquisition) avant l'impact de la réévaluation à la juste valeur moins les frais de vente	862	995	284	1 470	3 772
Gains ou pertes latents ou différés – écarts de conversion	(43)	50	(2)		(561)
Gains ou pertes latents ou différés – autres	92	(54)	(4)	(203)	15
Total	911	990	279	1 267	3 226
Juste valeur moins les frais	723	829	En cours de négociation	452	3 024
Impact de la réévaluation à la juste valeur moins les frais de vente⁽²⁾					
2011		(197)		(1 100)	
2012	(203)			(53)	(202)
Impact de la réévaluation à la juste valeur moins les frais de vente	(203)	(197)		(1 153)	(202)
Impact additionnel en cas de closing	64	32	(*)	(203)	(546)

(1) Y compris l'estimation de l'augmentation de capital.

(2) Inclus l'impact des ajustements intra-groupe.

(*) L'impact sera positif et sera comptabilisé à la finalisation de la transaction.

NOTE IX. LITIGES

RISQUE JURIDIQUE

À l'instar de nombre d'institutions financières, Dexia fait face à plusieurs enquêtes réglementaires et litiges, y compris des recours collectifs aux Etats-Unis et en Israël. Le statut des principaux litiges et enquêtes résumés ci-dessous est, sauf mention contraire, arrêté au 30 juin 2012, et est basé sur les informations disponibles chez Dexia à cette date. Selon les informations dont dispose Dexia à la date précitée, les autres litiges et enquêtes en cours ne devraient pas avoir une incidence importante sur la situation financière du groupe, ou il est encore trop tôt pour correctement évaluer s'ils peuvent ou non avoir un tel impact.

Les conséquences, telles qu'évaluées par Dexia en fonction des informations disponibles à la date de référence précitée, des principaux litiges et enquêtes susceptibles d'avoir un impact important sur la situation financière, les résultats ou les activités du Groupe sont reflétées

dans les comptes consolidés du Groupe. Sous réserve des conditions générales de la police d'assurance responsabilité professionnelle et des polices d'assurance responsabilité des dirigeants conclues par Dexia, les conséquences financières défavorables de l'ensemble ou d'une partie de ces litiges et enquêtes peuvent être couvertes, en tout ou partie, dans le cadre d'une/ de ces police(s), et, sous réserve de l'acceptation de ces risques par les assureurs concernés, être compensées par les paiements que Dexia pourrait recevoir en vertu de ce(s) contrat(s).

Dexia Nederland BV

Au cours du deuxième trimestre 2012, aucun développement important n'est survenu dans ce dossier, et il est renvoyé aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (pages 83 et 84), tel que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

Financial Security Assurance

Nous nous référons aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (page 84) tel que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

Le seul développement important intervenu dans ce dossier au cours du deuxième trimestre 2012 concerne M. Goldberg et ses deux anciens collègues dont la culpabilité a été établie en date du 11 mai 2012 dans le cadre d'un procès pénal tenu à New-York.

Manquements présumés de la communication financière

Nous nous référons aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (pages 84 et 85), tel que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

Aucun développement important n'est intervenu au cours du deuxième trimestre 2012 dans le cadre des dossiers liés aux manquements présumés de la communication financière mentionnés dans le rapport annuel 2011. Par ailleurs, Dexia répond aux demandes d'informations émanant de la FSMA relatives à sa communication financière et aux manquements présumés à celle-ci.

Dexia banka Slovensko

Nous nous référons aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (page 85), tel que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

Dexia Crediop

Nous nous référons aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (page 85), tel que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

Concernant le litige opposant Dexia Crediop à la province de Pise, l'expert technique désigné par le conseil d'Etat a, comme indiqué dans le rapport annuel 2011, déposé, en janvier 2012, un premier rapport, lequel était favorable à Dexia Crediop. Un second rapport a été rédigé par cet expert suite à une décision du conseil d'Etat du 28 février 2012 qui souhaitait que certains points additionnels soient clarifiés. Le second rapport de l'expert (déposé le 14 mai 2012) confirme en substance les

conclusions du premier. Par ailleurs, la demande de la province de Pise visant à remplacer l'expert nommé par le conseil a été rejetée par ce dernier dans une décision du 20 avril 2012. Une audience de plaidoiries s'est tenue devant le conseil d'Etat le 19 juin 2012. La décision n'a à ce jour pas encore été rendue par le conseil d'Etat.

Par ailleurs, toujours dans le cadre du litige avec la province de Pise, Dexia Crediop a contesté devant la Cour suprême italienne la décision du conseil d'Etat en ce qu'elle estime que les tribunaux administratifs italiens disposent d'une juridiction exclusive en la matière, indépendamment du choix de la juridiction anglaise opéré par les parties. Cette procédure est en cours.

De plus, des procédures pénales sont en cours à l'encontre d'un employé de Dexia Crediop accusé de fraude dans le cadre de transactions conclues par Dexia Crediop avec des autorités locales. La responsabilité administrative de Dexia Crediop est mise en cause au motif qu'elle n'aurait pas adopté les mesures nécessaires en vue d'empêcher les actes de fraude prétendument commis par son employé. Ledit employé conteste fermement avoir commis un quelconque acte frauduleux, de même que Dexia Crediop conteste tout manquement de sa part à cet égard.

Dexia Banque Internationale à Luxembourg, Dexia Private Bank (Switzerland) et RBC Dexia

Nous nous référons aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (pages 85 et 86), tel que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

En date du 6 juin 2012, Dexia Banque Internationale à Luxembourg et ses filiales Dexia Private Bank (Switzerland) et RBC Dexia ont été assignées en justice (procédure civile), en leur qualité de « bénéficiaire subséquent » (« subsequent transferee ») par l'administrateur judiciaire de BMIS en vertu du principe dit de « clawback ». Suite à cette action, le risque lié aux actions de clawback pesant sur Dexia s'est accru d'environ USD 19,2 millions.

Dexia n'est pas en mesure de se prononcer raisonnablement sur la durée ou l'issue de cette action, ni sur ses éventuelles conséquences financières.

Dexia Asset Management

Au cours du deuxième trimestre 2012, aucun développement important n'est survenu dans ce dossier, et il est renvoyé aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (page 86), tel

que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

Dexia Crédit Local

Nous nous référons aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (pages 85 et 86), tel que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

Le nombre total de clients qui ont assigné Dexia Crédit Local, au 30 juin 2012, est de trente-trois. Les procédures sont en cours et, à ce jour, aucun jugement n'a été rendu et n'est attendu avant la fin de l'année.

A l'heure actuelle, en raison notamment de la spécificité de chaque situation, Dexia Crédit Local n'est pas en mesure de prévoir de manière raisonnable la durée ou l'issue des litiges, de même que leurs éventuelles répercussions financières.

Dexia Israël

Nous nous référons aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (page 86), tel que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

En date du 17 juin 2012, la Cour Suprême a rendu sa décision dont il ressort que Dexia Crédit Local aurait dû acquérir les actions détenues par l'Etat d'Israël via une offre publique d'achat. La Cour Suprême a par conséquent renvoyé l'intégralité du litige (reconnaissance de la class action, existence d'un préjudice et, le cas échéant, réparation appropriée) auprès de la District Court de Tel Aviv.

Dexia Bank Denmark

Au cours du deuxième trimestre 2012, aucun développement important n'est survenu dans ce dossier, et il est renvoyé aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (page 86), tel que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

Dexia S.A. et Dexia Credit Local : requête en annulation à l'encontre de l'arrêté royal belge octroyant une garantie d'Etat

Au cours du deuxième trimestre 2012, aucun développement important n'est survenu dans ce dossier, et il est renvoyé aux informations détaillées publiées dans le rapport annuel 2011 de Dexia (page 86), tel que complété par la déclaration intermédiaire du premier trimestre 2012, tous deux disponibles sur www.dexia.com.

Kommunalkredit Austria AG

En novembre 2008, la république d'Autriche avait pris le contrôle de Kommunalkredit Austria AG, entreprise dont Dexia Crédit Local détenait 49 %, aux côtés de l'actionnaire majoritaire ÖVAG. Afin de faciliter cette opération, Dexia Crédit Local avait alors accepté de convertir EUR 200 millions de ses expositions sur Kommunalkredit Austria AG en capital participatif, considéré comme des titres Tiers 1 par la loi bancaire autrichienne. Lors de la scission de Kommunalkredit Austria AG, les EUR 200 millions ont été répartis comme suit : EUR 151,66 millions dans KA Finanz AG et EUR 48,34 millions dans KA new.

Le 25 avril 2012, lors de l'assemblée générale de KA Finanz AG, une résolution a été approuvée, prévoyant l'effacement des pertes accumulées par l'annulation du capital participatif alloué à KA Finanz AG, rétroactivement au 31 décembre 2011. Dexia Crédit Local avait lancé, le 13 avril 2012, une action en justice (action en référé) contre la république d'Autriche et KA Finanz AG afin d'empêcher la dite annulation du capital participatif au cours de l'assemblée générale du 25 avril. Cette action a toutefois été rejetée par une décision du tribunal datée du 24 avril 2012.

Une action en annulation fondée sur le droit des sociétés a été introduite par Dexia Crédit Local le 24 mai 2012 à l'encontre de la décision de l'assemblée générale du 25 avril, et Dexia Crédit Local prendra toute autre mesure requise afin de faire valoir ses droits.

A l'heure actuelle, Dexia n'est pas en mesure de se prononcer raisonnablement sur la durée ou l'issue de ce dossier, ni sur ses éventuelles conséquences financières, sachant que la décision en référé du 24 avril 2012 ne préjuge en rien de l'issue qui sera donnée par les tribunaux au dossier dans le cadre d'action(s) au fond.

RAPPORT DE REVUE LIMITÉE SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE CONSOLIDÉE RÉSUMÉE POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLÔTURÉE LE 30 JUIN 2012.

Au conseil d'administration

Nous avons effectué une revue limitée de l'information financière intermédiaire consolidée résumée, comprenant le bilan consolidé, le compte de résultats consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres, l'état consolidé du résultat global, le tableau consolidé des flux de trésorerie et des annexes y afférentes (conjointement l'information financière intermédiaire) de Dexia SA (la «société») et ses filiales (conjointement le «groupe») pour la période de six mois clôturée le 30 juin 2012 comme repris aux pages 22-39 du Rapport Financier 1S 2012 de Dexia.

Cette information financière intermédiaire a été établie sous la responsabilité du conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'information financière intermédiaire sur la base de notre revue.

L'information financière intermédiaire a été préparée conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 – Information financière intermédiaire tel qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Notre revue limitée a été réalisée conformément à la norme internationale ISRE 2410 – Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité. Une revue limitée consiste principalement en la discussion de l'information financière intermédiaire avec la direction et l'analyse et la comparaison de l'information financière intermédiaire et des données financières sous-jacentes. L'étendue de ces travaux est moins importante que celle qui résulte d'un contrôle complet, exécuté suivant les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing). De ce fait, nous ne pouvons pas certifier l'information financière intermédiaire.

Sur la base de notre revue limitée, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous porterait à croire que l'information financière intermédiaire pour la période de six mois clôturée le 30 juin 2012 n'est pas établie, à tous les égards importants, conformément à IAS 34 Information financière intermédiaire tel qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Sans remettre en cause la conclusion du paragraphe précédent, nous attirons votre attention sur les commentaires repris dans le rapport de gestion inclus dans le Rapport Financier 1S 2012 où le conseil d'administration justifie l'application de règles d'évaluation appropriées à la perspective de continuité d'exploitation. Cette hypothèse n'est justifiée que dans la mesure où le groupe réussit à :

- réaliser son plan d'affaires sur la base des hypothèses sous-jacentes qui sont reprises à la page 6 du rapport de gestion inclus dans le Rapport Financier 1S 2012 et qui fait référence à la page 17 du rapport annuel 2011 et que l'évolution des négociations liées aux cessions de participations et l'évolution des négociations avec les Etats et la Commission Européenne concordent globalement avec les hypothèses retenues par le comité de direction et le conseil d'administration. Si les hypothèses retenues pour l'arrêt de l'information financière intermédiaire devaient s'avérer matériellement différentes, ceci pourrait avoir un impact significatif sur la situation financière et la poursuite des activités;
- continuer de bénéficier du support suffisant des banques centrales belge et française et du support suffisant des Etats belge, français et luxembourgeois au regard de la situation de liquidité et au titre des garanties accordées; et
- obtenir l'approbation du plan d'affaires par la Commission Européenne, notamment quant à l'aide des Etats.

De plus, nous notons qu'en date du 30 juin 2012, Dexia SA n'a pas été en mesure d'atteindre le seuil réglementaire minimum requis pour le respect du coefficient de liquidité consolidé de la Banque Nationale de Belgique et que Dexia SA ne respecte pas les exigences relatives à la concentration des risques sur une même contrepartie.

Diegem, le 3 août 2012

Le commissaire

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises

SC s.f.d. SCRL

Représentée par Frank Verhaegen

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises

SC s.f.d. SCRL

Représentée par Bernard De Meulemeester

CONTACT

Dexia SA

Rogier Tower – Place Rogier 11 – B-1210 Bruxelles

Tour Dexia – 1, passerelle des Reflets – La Défense 2 – TSA 12203 – 92919 La Défense Cedex – France

IBAN BE61 0682 1136 2017 – BIC GKCC BE BB – RPM Bruxelles TVA BE 0458.548.296

Service presse

E-mail : pressdexia@dexia.com

Tél. Bruxelles : (32) 2 222 05 57

Tél. Paris : (33) 1 58 58 86 75

Investor Relations

E-mail : Dexia.investor-relations@dexia.com

Tél. Paris : (33) 1 58 58 85 97 / 82 48

Site web

http://www.dexia.com/EN/shareholder_investor/Pages/default.aspx

CALENDRIER FINANCIER

DATES

15 novembre 2012

21 février 2013

8 mai 2013

8 mai 2013

ÉVÉNEMENTS

Publication des résultats au 30 septembre 2012

Publication des résultats au 31 décembre 2012

Publication des résultats au 31 mars 2013

Assemblée générale pour l'exercice 2012